ALBERT RIGAUDIÈRE

JEAN JUVÉNAL DES URSINS

Précurseur de l'absolutisme

Évoquer un absolutisme médiéval dans le sens où le définissent, l'acceptent ou le rejettent les historiens de la modernité est une démarche inconcevable¹. Cette notion, tardivement forgée et âprement discutée, n'est guère opératoire pour les siècles médiévaux. Néanmoins, certains historiens juristes du début du XX^e siècle, tels Adhémar Esmein² ou Émile Chénon³ ont cru pouvoir soutenir que la résurgence de certaines normes du droit impérial romain, à partir de la fin du XII^e siècle, aurait véritablement constitué la pierre angulaire d'un absolutisme naissant. Pour étayer leur démonstration, ils insistaient en particulier sur le retour en force dont auraient bénéficié, tout au long des trois derniers siècles du Moyen Âge, deux adages bien connus des juristes impériaux : *Quod principi placuit legis habet vigorem*⁴ et *Princeps legibus solutus est*⁵. Ils y voyaient non seulement l'unique fondement de la renaissance du pouvoir normatif royal, mais aussi la base même du développement d'un pouvoir de plus en plus englobant qui aurait donné au prince une *plena potestas* naturellement porteuse d'absolutisme. Bien que très contestable et fortement remise

¹ La bibliographie qu'ont suscitée les controverses autour de la notion d'absolutisme est considérable. À ne citer que les principaux travaux, on retiendra : Denis RICHET, *La France Moderne. L'esprit des institutions*, Paris 1973 ; Robert MANDROU, *L'Europe »absolutiste«*. *Raison et raison d'État, 1649–1775*, Paris 1977 ; Perry ANDERSON, *L'État absolutiste. Ses origines et ses voies*, Paris 1978 ; Richard BONNEY, *L'absolutisme*, Paris 1989 ; Jean IMBERT, *La »monarchie absolue«* des Capétiens, *Séance publique annuelle des cinq Académies*, Institut de France, Paris 1987 ; Henri MOREL, art. »Absolutisme«, dans : Philippe RAYNAUD, Stéphane RIALS (dir.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris 1996, p. 1–8 ; Jean-Louis THIREAU, *L'Absolutisme monarchique a-t-il existé?*, dans : *Revue d'histoire des idées politiques* 6 (1997), p. 291–309 ; et tout récemment, la profonde et stimulante réflexion de Fanny COSANDEY, Robert DESCIMON, *L'Absolutisme en France. Histoire et historiographie*, Paris 2002 qui recense toute la bibliographie sur la question.

² Adhémar ESMEIN, *La maxime Princeps legibus solutus est* dans l'ancien droit public français, dans : Paul VINOGRADOFF (dir.), *Essays on legal history read before the international Congress of historical studies held in London in 1913*, Londres 1913, p. 201–214.

³ Émile CHÉNON, *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*, Paris 1921, p. 335–336.

⁴ Dig., I, 4, 1, et Inst., I, 2, 6.

⁵ Dig., I, 3, 31.

en cause tout au long de ces vingt-cinq dernières années⁶, leur position est demeurée solidement ancrée pendant les trois premiers quarts du XX^e siècle. Nombre d'historiens ont alors répété qu'un véritable absolutisme à la française aurait vu le jour dès le règne de Philippe le Bel en se fondant principalement sur un droit romain impérial retrouvé⁷. Ce disant, ils ne faisaient que reprendre en les atténuant seulement quelque peu, les points de vue pour le moins polémiques que les historiens romantiques avaient développés à propos des légistes de Philippe le Bel et de l'utilisation qu'ils avaient pu faire du droit romain dans la construction d'un État à leurs yeux déjà absolutiste⁸.

À y regarder de près, ni la théorie politique, ni la pratique quotidienne du pouvoir des trois derniers siècles du Moyen Âge n'autorisent une telle conclusion. Bien au contraire, au cours des XIV^e et XV^e siècles, la concentration sur la tête du monarque des *regalia* retrouvés préoccupe certains théoriciens du politique. Ils s'inquiètent de l'utilisation excessive par le pouvoir de la *potestas absoluta*, expression qui n'est pas sans intérêt pour qui s'interroge sur l'enracinement médiéval de l'absolutisme. Pour l'heure, leur réflexion ne va cependant pas au-delà. Leur principal souci est davantage de camper le portrait du bon prince que de définir le meilleur régime politique qui puisse être. Au XIV^e siècle, Nicole Oresme est de ceux-là aussi souvent qu'il met en garde le souverain contre une mise en œuvre trop rigide des grands attributs – *imperium, potestas, auctoritas et majestas* – dont on pensait qu'ils avaient pu donner à l'empereur romain une figure absolutiste⁹.

Au siècle suivant, l'éminent esprit qu'est Jean Juvénal des Ursins, aussi polémiste qu'il est moraliste, fait figure de chef de file parmi ceux qui s'intéressent aux nouveaux rapports qui se tissent alors entre le prince et le pouvoir. Très impliqué dans le monde politique et religieux de son temps, il est grand serviteur de Charles VII après avoir été brièvement celui de son père. Avocat (1417), puis maître des requêtes (1421) au Parlement avant d'y devenir avocat général (1426); tour à tour évêque de Beauvais (1432) et de Laon (1444) puis archevêque de Reims (1449), il est l'auteur d'une magistrale série de traités politiques qui réfléchissent en profondeur sur l'état du royaume, la personne

⁶ Albert RIGAUDIÈRE, *Princeps legibus solutus est* (Dig., I, 3, 31) et *Quod principi placuit legis habet vigorem* (Dig., I, 4, 1 et Inst., I, 2, 6) à travers trois coutumiers du XIII^e siècle, dans: Hommages à Gérard BOULVERT, Nice 1987, p. 427–451 et Henri MOREL, L'absolutisme français procède-t-il du droit romain?, dans: Jean-Louis HAROUEL (dir.), Histoire du droit social. Mélanges en hommage à Jean Imbert, Paris 1989, p. 425–438.

⁷ François OLIVIER-MARTIN, L'absolutisme français, Cours dactyl. DES, Les cours de droit, Paris 1950, réimpression Paris 1988.

⁸ Par exemple Jules MICHELET, Histoire de France, Paris 1879, p. 272–273.

⁹ Sur les positions de Nicole Oresme: Jeannine QUILLET, La philosophie politique du Songe du Vergier (1378). Sources doctrinales, Paris 1977, p. 105–106, et EAD., Charles V le roi lettré. Essai sur la pensée politique d'un règne, Paris 1984.

du roi et les pratiques du pouvoir¹⁰. La lecture désormais aisée de son œuvre, tant à travers les remarquables publications de ses écrits¹¹ que les savants commentaires qui en ont été faits¹², incite à s'interroger sur la position souvent ambiguë qu'il adopte à l'égard de la royauté. Intime de Charles VII dont il fut diplomate avisé et conseiller écouté, pénétrant l'intimité de ce souverain défait à la tête d'un royaume déchiré par la guerre civile et anéanti par l'ennemi anglais, il se pose constamment en observateur averti et en maître à penser toujours plus exigeant.

Conscient des faiblesses et des insuffisances de la monarchie des Valois, il fait souvent une critique acerbe de sa pratique du pouvoir. Persuadé néanmoins que le système politique dans lequel il vit est le moins mauvais, il l'accepte en souhaitant le réformer. Peu confiant dans les hommes qui l'animent, il s'érige en censeur impitoyable à leur endroit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la chose publique dont le souverain est à ses yeux le seul garant¹³. Voilà pourquoi son pouvoir, souvent fragile et menacé, est l'objet

¹⁰ Pour une courte mais stimulante notice (avec bibliographie) sur Jean Juvénal des Ursins, Gillette TYL-LABORY, Jean Juvénal des Ursins, dans: Dictionnaire des lettres françaises. Le Moyen Âge, préparé par Robert BOSSUAT, Louis PICHARD et Guy RAYNAUD DE LAGE, édition entièrement revue et mise à jour par Geneviève HASENHOR et Michel ZINK, Paris 1994, p. 795-797. Les œuvres suivantes y sont présentées: *Audite illos* (1432), premier grand traité de Jean Juvénal, est une épître aux juges de son diocèse. Il y traite de l'état et de l'exercice de la justice. *Tres reverends et reverends peres en Dieu* (1433), écrit pour les états réunis à Tours en 1433, décrit la situation déplorable du royaume. *Audite celi* (1435) est un traité contre les Anglais en faveur de la couronne de France. *La proposition faicte par Jehan Juvénal des Ursins evesque et conte de Beauvais par devant hault et puissant prince le conte d'Eu, lieutenant général du roy*: bref traité qui accompagne la libération de Charles d'Artois, conte d'Eu, fait prisonnier à Azincourt. *Loquer in tribulatione* (après 1439) est une épître adressée au roi pour lui faire connaître l'état lamentable du royaume, en particulier du Beauvaisis. *A, a, a, Nescio loqui* (1445): dans cette épître à l'attention de son frère Guillaume nommé chancelier, J. Juvénal lui donne une longue liste de conseils à partir de la calamiteuse situation politique, administrative et judiciaire du royaume qu'il déplore. *Tres crestien, tres hault, tres puissant roy ou Traité compendieux* (1446) est un nouveau traité contre les prétentions anglaises. *Verba mea auribus percipe, domine* (1452), sans doute la plus importante des œuvres, veut être une intéressante réflexion sur les structures politiques et judiciaires du royaume. Deux œuvres mineures, *Exortation faicte au roy et Proposition faicte [...] devant le roy Louys* (1461) incitent le souverain à la clémence judiciaire et à la modération fiscale.

¹¹ Écrits politiques de Jean Juvénal des Ursins, éd. par Peter Shervey LEWIS, avec le concours de Anne-Marie HAYEZ, 2 vol., Paris 1978 et 1985. On ne peut guère compter sur »L'histoire de Charles VI par Jean Juvénal des Ursins«, éd. par Th. GODEFROY, Paris 1614, qui n'est autre qu'une traduction abrégée de la *Chronique du Religieux* de Saint-Denis à laquelle Jean Juvénal aurait au mieux ajouté quelques remarques. Sur ce point, Peter Shervey LEWIS, *Écrits politiques de Jean Juvénal des Ursins, III: La vie et l'œuvre*, Paris 1993, p. 88.

¹² LEWIS, *Écrits politiques*, III.

¹³ Sur tous ces points: Jacques KRYNEN, *Les légistes »tyrans de la France«? Le témoignage de Jean Juvénal des Ursins, docteur in utroque*, dans: Jacques KRYNEN, Albert RIGAUDIÈRE (dir.), *Droits savants et pratiques françaises du pouvoir, XI^e-XV^e siècles*, Bordeaux 1992, p. 279-299.

d'une attention de tous les instants. C'est autour de lui que les forces vives de la nation sont naturellement appelées à se regrouper. Pivot du système, le roi doit concentrer entre ses mains toutes les compétences – judiciaires, normatives et fiscales – qu'une souveraineté retrouvée lui permet d'exercer à nouveau.

Voilà qui aurait pu, en ce Moyen Âge finissant, contribuer à l'enracinement d'un absolutisme exacerbé si Jean Juvénal des Ursins n'avait fait montre d'une fine perspicacité politique. Apôtre d'un pouvoir fort, il n'en dénonce pas moins avec véhémence la tyrannie qu'un tel système risque toujours d'engendrer (I). Ce qu'il prône avant tout, c'est l'avènement d'une souveraineté raisonnée, mais aussi enchâssée dans un carcan juridique solide, dont il fait l'éloge (II). Son exercice doit à ses yeux obligatoirement déboucher sur une modération de la puissance (III).

I. Condamnation de la tyrannie

*Les tyrannies cruelles, dampnables
et détestables que seuffre le peuple.*¹⁴

Pour qualifier un pouvoir plein qui s'exerce de manière entière mais sans excès, les auteurs politiques du Moyen Âge utilisent l'expression *potestas absoluta*. Opposée à la *potestas ordinaria*, elle vaut à son titulaire réunion entre ses mains de l'ensemble des prérogatives judiciaires, législatives et fiscales. À suivre l'éminent spécialiste de ces questions que fut Balde (1327–1406), elle le placerait même au-dessus des lois dans la mesure où la *suprema et absoluta potestas principis non est sub lege*¹⁵. Mieux encore, mise en parallèle avec la *plenitudo potestatis* des papes et appliquée de manière rigide, elle risquerait de faire du souverain un maître dont le pouvoir serait sans limites. Une telle concentration de compétences dans les mains d'un seul suscite les craintes des observateurs les plus avertis, tel Jean Juvénal qui dénonce et condamne en permanence tout agissement excessif du prince qu'il qualifie de tyrannie. Tyran et tyrannie, termes qui reviennent si souvent sous sa plume, valent-ils absolutisme (A)? Et comment alors en mesurer la portée dans les domaines où les risques de le voir se manifester sont les plus grands, qu'il s'agisse de l'administration et de la justice (B) et, bien plus encore, de la fiscalité (C)?

¹⁴ JUVÉNAL DES URSINS, *Loquar*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, p. 307.

¹⁵ BALDUS DE UBALDIS, *Commentaria in corpus juris civilis*, I, Venise 1577, C, I, 14, 4.

A. Tyrannie et absolutisme

*Et ne veulx pas dire que vous soyés tirant;
mais yl peut y avoir aucunes fautes en vos gens et officiers,
lesquelles apoir on vous impute.¹⁶*

Tyran et tyrannie auxquels il convient de joindre oppression, sont trois termes qui reviennent en permanence sous la plume de notre auteur, sans qu'il en livre véritablement une définition, même si les nombreuses périphrases qu'il utilise à leur sujet permettent de se faire une idée précise de la dimension véritable qu'il leur donne. Aussi souvent qu'ils sont employés, ils permettent de qualifier une situation dans laquelle le pouvoir s'est comporté de manière despotique et a privé ses sujets d'une partie de leurs libertés et de leurs droits. Situations intolérables que dénonce avec véhémence, mais sans grand espoir, l'archevêque de Reims quand il se plaît à rappeler *et se moy mesmes ay point esté trois fois devers vous, exposer les tyrannies que se font par deça, et n'y treuve remede, et semble qu'il ne vous en chaille¹⁷*. Ces tyrannies cruelles, *dampnables et détestables que souffre le peuple*, tout comme les oppressions *que ont souffert vos bons, vraiz et loyaux subgetz depuis la descente de Harfleur, les batailles d'Azincourt, Verneul et autres¹⁸* sont devenues si insupportables qu'il est urgent pour le souverain de les sanctionner sous peine de perdre tout crédit et d'apparaître comme *un tirant inhumain, non ayant pitié et compassion du peuple* alors qu'il est roi très chrétien¹⁹ à qui il est formellement interdit de *user de manières comme le ferait un tirant*.

Il y a là un constat répété – *vous ont esté montrées les tyrannies et oppressions cruelles que souffrait votre peuple²⁰* – mais toujours avec une extrême prudence. La démonstration, en permanence habilement conduite, vise à ne jamais qualifier Charles VII lui-même de tyran et à ne lui imputer en aucune situation et directement, des actes qui pourraient lui valoir pareille qualification. Existents-ils et sont-ils effectivement constatés, alors ils sont toujours présentés comme imputables non pas au souverain mais à ses agents. Il arrive que de tels faits soient dénoncés de manière tout à fait impersonnelle en évoquant, à propos des malheurs des sujets, *la tyrannie que on leur faisoit²¹* ou bien les *tyrannies si horribles ne détestables* qui furent commises au royaume de France²². Le plus souvent, les accusations se font plus précises. Sont alors visés les agents royaux en général et évoquées les *tirannies que a souffertes le povres peuple*

¹⁶ JUVÉNAL DES URSINS, *Verba mea*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, II, p. 218.

¹⁷ *Loquar*, I, p. 383–384.

¹⁸ *Ibid.*, p. 307.

¹⁹ *Verba mea*, II, p. 271.

²⁰ *Loquar*, I, p. 320.

²¹ *Ibid.*, p. 314.

²² *Verba mea*, II, p. 302.

de France par ceux qui les deussent avoir gardés²³. Ou, plus directement, le *tirannement que font voz gens*²⁴. En bien des cas, notre polémiste se fait plus incisif en dénonçant les agissements condamnables à ses yeux d'une catégorie bien précise d'agents royaux. Alors les gens de guerre ne sauraient trouver grâce auprès de l'évêque de Laon, au moment où il constate que *tirannies et cas énormes ont esté commis et perpetrez, et tellement que il n'y a esglise guerres ou plat pais qui ne ait esté ars et brullé, et les curés prins, ransonnés, bastus, pilliez, et par ceulx qui se disaient au roy, et dont les capitaines ont esté en la présence du roy, et sans ce que justice en ait esté faicte*²⁵. Il en va souvent de même des gens de justice qui devraient en permanence se recommander par leur *pureté et netteté de conscience [...], vigueur [...] et bonne renommée*. Voilà bien une des choses que *ung juge doit le plus avoir* alors qu'il en est tellement *ausquelz il n'en chault, et de fait sont vicieulx trop publiquement en ribaude-rie, puterie, gourmandise et avarice*²⁶. On le voit, autant de défauts, de fautes, d'absence d'action et d'abus ne sauraient être imputés directement au roi. Tout au plus doit-il en être informé, aussi rapidement et aussi souvent que faire se peut, afin qu'il puisse prendre toute mesure qui s'impose. Ce souci d'information du souverain revient en permanence et apparaît comme une préoccupation majeure du sage conseiller chaque fois qu'il s'adresse à lui en lui rappelant à propos du moindre acte de tyrannie: *en avez par plusieurs fois esté adverty* ou, plus pressant encore, *tant de fois on vous a adverty, et par diverses personnes et par diverses pais; mais vous ne vous povez esveiller et semble que dormés*²⁷. Alors, le prince devient fautif s'il ne fait rien. Et Jean Juvénal de s'appuyer sur le Décret²⁸ pour démontrer que celui *qui peut empescher les maulx a faire et ne le fait, ce n'est que donner faveur aux tyrannies*. Pareille attitude ne saurait être adoptée que consciemment, par *trois manières de consentemens* qui, selon les docteurs, sont *négligence, licence et auctoritas*²⁹. Mais tout prince raison-

²³ Loquar, I, p. 309.

²⁴ Ibid., p. 317.

²⁵ JUVÉNAL DES URSINS, *A, a, a, Nescio loqui*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, p. 503. Toujours à propos des faits de guerre et dénonçant les abus des gens de guerre, Jean Juvénal poursuit: *la manière de guerre que faisoient les gens du roy estoit plus exercer tyrannye sur les subgetz du roy et destruire et persécuter son royaume que faire guerre aux ennemis*, *ibid.*, p. 523.

²⁶ Ibid., p. 517-518.

²⁷ Loquar, I, p. 320, 324. Ce devoir que se fait Jean Juvénal de tenir constamment le roi informé est régulièrement rappelé et toujours avec beaucoup d'insistance. Ainsi, *ibid.*, p. 329: *moy et les autres de ma condition sommes tenus de vous advertir, en vous énonçant que avecques la mutacion des lieux que vous faictes souvent de aller et venir en plusieurs de vos villes vous vueilliez pareillement muer voz délibérations et pensées; et ne devez pas cuider souffrir de lire en vostre retrait et faire oroisons*.

²⁸ Décret, 2, 23, 3, 8: *Qui potest obviare et perturbare perversos, et non facit, nichil est aliud quam favere impietati eorum*, cité par: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, p. 367, n. 2.

²⁹ Loquar, I, p. 367.

nable et éclairé ne saurait se laisser aller à de tels manquements sous peine d'être taxé de tyrannie.

Jean Juvénal se refuse à voir son souverain sous un tel jour. Il se veut tout aussi clair que persuasif quand il écrit à propos de Charles VII *et ne veulx pas dire que vous ayez aucune conditon de tirant mais de vray prince; et que ce que je récite n'est que pour vous advertir, que aucunesfois par mauvais conseil ne enchées en aucunes espesses de tyrannies*³⁰. Cet avertissement ne serait-il pas suffisant? Alors, c'est la position de Jean de Salisbury dans son *Policraticus* qu'on appelle à la rescousse: *Princeps pugnat pro legibus et populi libertate; tyrannus nil rectum putat nisi leges evacuet et populum devocet in servitutem*³¹. Ainsi sont clairement définis, et à plusieurs reprises, les critères qui permettent de distinguer le roi du tyran. Au terme de cette insatiable quête d'éléments distinctifs, Charles VII ne peut être considéré que comme un vrai prince, mais à condition qu'il *obtempère à la loy dont il est ministre et y gouverne son peuple, en exerçant et conduisant les charges sur ses subjectz selon le bénéfice de la loy*³².

La liste est toujours longue des qualités et pouvoirs qui distinguent le bon roi du tyran. Elle prend sans cesse corps au fil de l'œuvre et c'est sûrement dans *Verba mea* qu'elle est présentée avec le plus de vigueur et de netteté en se référant constamment à la vision tout à la fois aristotélicienne et augustinienne du bon prince. Est véritablement roi celui qui est légalement institué, qui n'opprime pas son peuple par des lois injustes, qui ne lève pas de tributs indus et lourds, qui ne commet pas d'injustice, qui ne spolie pas ses sujets et fait en sorte que ses baillis et prévôts se comportent en bons administrateurs³³. En permanence utile à ses sujets, le bon roi s'oppose au tyran qui fait tout le contraire, conquiert son royaume par la force, ne gouverne que pour lui-même, opprime ses sujets et *se prive luy mesmes de la puissance, principauté et dignité que il a*³⁴. Il y avait là autant de travers et de risques qui menaçaient Charles VII et qu'il se devait d'écarter afin de *éviter de avoir blasme et user de manières comme feroit en partie ung tirant*³⁵. Ces manières de tyran dont Jean Juvénal crédite davantage le personnel politique et les agents de l'administration que le roi lui-même n'en reflètent pas moins des pratiques enracinées d'exercice autoritaire du pouvoir dont le prince, même s'il n'est point

³⁰ *Verba mea*, II, p. 299.

³¹ Ibid., p. 299 et p. 300, n. 1, où Peter Shervey Lewis donne la référence (Pol. 8, 17) et le texte exact du *Policraticus* que Jean Juvénal retranscrit avec quelques imprécisions.

³² Ibid., p. 275.

³³ Ibid., p. 217–218. Pour définir cet ensemble de critères, Jean Juvénal se fonde principalement sur AUGUSTIN, *De civitate*, 2, 221, et ARISTOTE, *Éthique à Nicomaque*, 8; 12 (1160 b 3). Ces références sont données par LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, II, p. 218, n. 3 et 4.

³⁴ Ibid., p. 274–275. Jean Juvénal emprunte ici de longs développements au *Policraticus* (4, 1) que LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, restitue dans leur intégralité.

³⁵ Ibid., p. 217.

tyran, est en partie responsable dans la mesure où il doit avoir en permanence la haute main sur son administration.

B. Des administrateurs et des juges tyranniques?

*Oster les opprimés des mains de ceux qui les oppriment.*³⁶

Recenser les abus qui mettent à mal l'équilibre d'un bon gouvernement conduit tout naturellement Jean Juvénal à constater que même les plus fidèles serviteurs du prince, et parfois le roi lui aussi, commettent en permanence de véritables excès de pouvoir très diversement qualifiés d'oppression, d'abus, d'exaction, d'extorsion ou de profit. Et tout ceci en raison de fautes graves qui sont le *fait du gouvernement et pollice de ce royaume en général et en particulier*. Peu enclin à les recenser afin de ne pas accabler son roi, l'évêque de Beauvais lui fait savoir qu'elles *seraient trop longues à déclarer*. Et à quoi bon, tellement le souverain a assez congnoissance [...] *des fautes advenues de son temps*? Autant de raisons qui permettent à cet observateur sagace des mœurs politiques de son entourage d'écrire, non sans un certain détachement et un évident dédain, *et pour ce, de les réciter je m'en passe*³⁷. Certes! Mais n'était-ce pas pour mieux les égrainer tout au long de son œuvre et fustiger, chacun à leur tour et à leur place, tous les grands serviteurs du prince dont il se plaît à dénoncer sans concession les moindres excès? Telle est bien sa méthode que quelques exemples suffisent à saisir, qu'ils relèvent de l'administration ou de la justice.

Une administration pléthorique ne pouvait qu'engendrer des désordres et conduire le royaume à sa perte. Le conseiller du souverain en a pleinement conscience qui dénonce régulièrement les *multiplications d'offices* dans lesquelles il ne voit que *mengeries, moqueries et charges* propres à ruiner le domaine. Ainsi en va-t-il des gouverneurs particuliers qui, juxtaposés aux anciens officiers, perçoivent *plus de gaiges que le demaine ne vault*. Pointant du doigt le système administratif du Languedoc, il y relève le meilleur exemple de ce qu'il faut à tout prix éviter et critique vivement feu roi Charles VI pour y avoir nommé Jean de Berry lieutenant général, comme *se le roy n'avoit pas assez de sénéchaux ou pays*³⁸! Dans ces conditions, comment ne pas formuler à l'endroit du souverain ce conseil plein de bon sens: *vous devés donner garde que ne pourvoyés plus aux personnes que aux offices, car en pourveant aux offices plus que aux personnes vous ferez le salut de votre arme et vostre honneur*³⁹. Mais encore faut-il, pour que de tels conseils soient entendus, que le souverain soit à l'écoute et non point *comme une personne dormant au mi-*

³⁶ *Loquar*, I, p. 382.

³⁷ JUVÉNAL DES URSINS, *Tres reverends*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, p. 58.

³⁸ Sur tous ces points, *Nescio*, I, p. 526-527.

³⁹ *Verba mea*, II, p. 329

*lieu de la mer, et comme un gouverneur estant en ung vaissel qui a perdu le clou ou bien encore endormy entre les tyrannies que souffre le peuple. Et le polémiste averti de s'écrier pourquoy dormés vous, pourquoi en sompnolence estes vous dans vostre seigneurie [...] polué en immundicités alors que ceux qui tyrannisent et destuisent ne dorment pas?*⁴⁰ Une telle passivité face à tant de désordres ne pouvait valoir au souverain qu'un avertissement sévère, celui de se *nectoier* afin que sur lui *on ne treuve que reprendre* et qu'il ne fasse chose dont le peuple ait occasion de parler à son propos, qu'il s'agisse de *vesturer, contenance ou manières en jeux et esbatemens et toutes choses qui peut mouvoir à pescher, et mesmement en chose prohibées de droit [...] comme le jeu de dez ou de tablez*⁴¹. Pareille mise en garde lancée au pouvoir ne s'explique que parce qu'il apparaît comme la seule caisse de résonance des bruits que provoquent excès et abus de ses officiers. Ils rendent malades ses brebis et vulnérable le peuple⁴².

Au premier rang d'entre eux viennent baillis, sénéchaux et prévôts – *ceulx par lesquels la justice se doit principalement gouverner* – et auxquels il est reproché de ne point assumer dignement leur fonction, de se mêler d'affaires étrangères à leur office en vue d'en retirer un profit personnel⁴³. Pis encore. Tant eux-mêmes que leurs lieutenants, à l'encontre des sujets et des gens d'église, procèdent à des ajournements illicites⁴⁴ et tolèrent même que soient commises les violences les plus sauvages sur les membres du clergé⁴⁵.

Ils le font en méconnaissance totale des ordonnances royales qu'ils violent en permanence, préférant se rendre au conseil du roi que de résider dans leur circonscription. C'est pourtant là une des clauses essentielles de leur serment: *résider sur les bailliages, et le doivent et sont tenus de le faire*. Alors, comment donc peuvent-ils *estre dispensés de leurs seremens, car on pourroit dire que ilz seroient parjurés?*⁴⁶ Ce mépris du droit et des ordonnances royales n'est hélas pas l'apanage des seuls administrateurs. Prévôts-fermiers, sergents, receveurs, contrôleurs de mainmorte, tous investis d'un office *en abusent trop grandement au dommage de vostre peuple et de la chose publique*⁴⁷. Même les membres des grands corps de l'État sont happés par cette infernale spirale de l'abus de droit. Voici les membres de la Chambre des comptes qui ne semblent

⁴⁰ *Loquar*, I, p. 326–328. Cette image classique du prince qui dort est empruntée, par Jean Juvénal, à la Vulgate; LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, donne, aux notes des p. 326–328, toutes les références de ces emprunts.

⁴¹ JUVÉNAL DES URSINS, *Audite illos*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, p. 58.

⁴² *Verba mea*, II, p. 272.

⁴³ *Tres reverends*, I, p. 59.

⁴⁴ *Verba mea*, II, p. 349.

⁴⁵ Pour un récit détaillé de ces scènes de violence tant à Paris en 1428 qu'à Rouen, Sens, Laon ou Guyenne, voir *Nescio*, I, p. 484–485.

⁴⁶ *Verba mea*, II, p. 340.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 341.

guère y résider tant il est probable qu'ils *ont aultres offices ou ilz soient ocupez* et ce à un point tel que le souverain s'entend dire: *toute la belle ordre de vos prédécesseurs et leurs belles ordonnances sont perverties, qui est un grand mal*. Puis voilà le Parlement où la situation est toute semblable. *Le président n'y est point, et ne sçay se il y fut oncques [...] et quant le chef est hors, comment le demourant se porte?* Ce demourant est fait de conseillers clercs et laïcs qu'assiste tout un personnel subalterne et qui *le plus souvent n'y sont pas tous résidens*. Là ne s'arrête pas cette longue liste des libertés prises avec le droit et les obligations qui découlent des offices. Les trésoriers de France – quatre désormais! – n'y échappent guère qui, outre leurs gages et dons, *furgettent et quierent aultres proffis*, tout comme les maîtres des eaux et forêts qui *font a la grant charge du peuple [...] tant d'abbus que merveilles et à proprement parler de pilleries et roberies*. Face à tant d'excès et de malversations liées à une violation permanente d'un ordre juridique encore fragile, conseil aussi ferme que bref est donné au souverain: *il y a de belles ordonnances faictes par vos prédécesseurs, faictes les garder*⁴⁸. Autant de précautions qui ne devaient pas être inutiles si on songe que le procureur du roi lui-même était souvent condamné par la justice royale au bénéfice des plaideurs pour violation du droit⁴⁹.

Des plaideurs qui, trop souvent, avaient à se plaindre d'une justice et de juges parfois trop entreprenants pour faire triompher, en toutes circonstances, les droits d'un roi que Jean Juvénal n'épargne pas non plus dans les critiques qu'il conduit du système judiciaire et des abus qu'il engendre. Toujours prompt à rappeler, en s'appuyant sur saint Augustin et Valère Maxime que *une chose publique ne se peut pas bien gouverner sans très grande justice* et que *la plus grant inimitié que puisse avoir ung empire, cité ou pais c'est injustice*⁵⁰, il s'attache en permanence à vérifier si ces grands principes connaissent au royaume de France une application effective.

Son constat, empreint de pessimisme, laisse apparaître une situation tout autre. Elle est avant tout liée au non-respect de la règle de droit par des juges qui *pour venir à leur intencion gloseront les loys ou ordonnances contre la vraye teneur ou ymaginacion de ceulx qui les firent, pour parvenir ou faire un plaisir desraisonnable à ceulx auxquels ils auront affection, sans avoir regard au bien de la chose publique*⁵¹. Cette attitude condamnable des juges est particulièrement dommageable à la juridiction ecclésiastique dont ils ne respectent ni

⁴⁸ Sur tous ces points, *ibid.*, p. 340–343. Le conseil ainsi donné au roi est maintes fois répété, par exemple, *ibid.*, p. 325: *Et tant au regard de la Chancerye que des aultres jurisdictions, y a belles ordonnances, qui peuvent estre enregistrées en vos Chambres; faictes les veoir et visiter, car il y a des choses très mal au jour duy gardées*.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 296.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 297. LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, II, p. 297, donne les références des emprunts à saint Augustin et à Valère Maxime.

⁵¹ *Ibid.*, p. 288.

les droits, ni les privilèges que Jean Juvénal se plaît à rappeler en termes toujours parfaitement ciselés: *vous et ceulx qui sont commis à vostre justice excercer et gouverner doivent avoir en honneur et révérence l'esglise et les ministres d'icelle, et leur garder leurs drois et seignouries, tant en justice temporelle et spirituelle que en leurs demaines anciens*⁵².

S'ensuit toute une série de considérations sur les atteintes aussi variées que répétées portées par les agents du roi à la juridiction des prélats. S'inscrivant en faux contre les ordonnances qui stipulent qu'un agent royal ne saurait intervenir dans le ressort d'un prélat haut justicier, baillis et seigneurs laïcs ne se privent pas d'y mettre *lieutenants particuliers faisant tous exploits de justice ou notaires royaux sans leur congé, licence ou permission qui passent tous contrats qui se souloient passer par devant les jurés des haulx justiciers ou de l'esglise*. De même, contre toute pratique, nombre d'officiers royaux prétendent pouvoir exercer un droit de prévention dans les seigneuries ecclésiastiques en maintenant que *ils en ont usé, qui seroit un vray abus, car le roy a la garde, tuicion et deffense des gens d'esglise et de leurs terres et seignouries*⁵³. Voilà pourquoi il doit à tout instant veiller à ce que les prélats et tout autre ecclésiastique ayant droit de juridiction puissent l'exercer sur les clercs et laïcs de leur ressort, tout à la fois dans les affaires spirituelles, mais aussi temporelles en certains cas. Il en va ainsi aussi souvent qu'il y a *foy, serement et promesse et mesmement de tous contrats fais entre lais sur quelconques seaulx, soyent royaux ou aultres dont l'esglise peut congnoistre, mesmement ou les parties en sont contentes*. Solution qui se justifie parfaitement. Qui ne respecte pas la parole donnée, devient parjure. Ce faisant, il commet un péché que seul le juge ecclésiastique peut absoudre et *peschié attrait à soy la congnoissance du contrat*⁵⁴. Il en va de même en matière de nullité de mariage et d'adultère, règle que ne respectent pas toujours les officiers royaux. Ce ne sont là que quelques exemples, parmi tant d'autres, pris au milieu de très longues pages tout au long desquelles Jean Juvénal égrène ses rancœurs et ses déceptions de voir la juridiction ecclésiastique aussi souvent et aussi violemment mise à mal. Chemin faisant, il ne manque pas de supplier le roi d'y mettre fin en s'adressant à lui de manière tout à fait solennelle et en lui disant: *vous estes tenu de garder la ju-*

⁵² Ibid., p. 343.

⁵³ Sur tous ces points, *ibid.*, p. 347. Bien d'autres abus sont dénoncés à cette occasion. En ces seigneuries ecclésiastiques, *les officiers veulent dire que le roy a droit es espaves, mortemains, confiscacions, et y font les recepveurs exploits sans commission du roy ne des juges royaux et ne se aident que d'usage, qui est toutevoye ung vray abus*.

⁵⁴ Ibid., p. 363. Et Jean Juvénal d'ajouter, en pensant à ceux qui s'étaient opposés à une telle interprétation, et Dieu ait l'arme des notables *advocas et procureurs du roy du temps passé, oncques ne furent d'opinion que on l'empeschast*.

*risdiction espirituelle, ainssi bien que la temporelle, et espoir mieulx, et y avez vostre serement*⁵⁵.

Dénoncer les exactions judiciaires des officiers et demander au roi de veiller à ce qu'elles cessent ne suffit pas. Là ne s'arrête pas le procès en règle que conduit le conseiller de Charles VII. Il va plus loin encore en braquant les projecteurs d'une analyse sans concession sur la plus haute instance du système judiciaire, le roi lui-même. S'adressant directement à lui, il l'invective sèche-ment: *Je sçay que vous voulés faire justice et que vos officiers la facent. Ce qui m'en fait parler, c'est que on a veu et apperceu que l'avés dissimulé*. Et de reprocher au souverain de n'avoir pas sanctionné ses chanceliers qui avaient fait arrêter plusieurs personnalités dont Robert le Maçon, seigneur de Trèves, en 1426 et Martin Gouge, alors évêque de Clermont, en 1427, tout comme ils avaient ordonné que soient arrêtées et exécutées plusieurs personnalités sans que justice soit faite. Alors que jamais *tirannies si horribles ne détestables* n'ont été commises au royaume de France, *tout s'en est alé par dissimulations, abolissions et rémissions*⁵⁶. Alors que les coupables étaient si proches du souverain, leur *mauvais cas criminel* fut transformé en simple affaire civile *sans que la civilité fut employée au fait de la chose publique*⁵⁷. Dénonçant de tels abus, Jean Juvénal ne faisait que renouveler la condamnation, qu'il avait déjà prononcée, de cette politique de dépénalisation au profit des plus grands serviteurs de l'État quand il s'exprimait en ces termes: *Aucunesfoys on fait des loys et ordonnances, et sont les povres gens qui viennent contre griefvement punis, tant de la personne que de corps ou amendes pécunières, mais les puissans, ou vous leur donnés rémissions, ou convertir les amendes corporelles en civiles, ou les juges en faveur le dissimuleront*⁵⁸. Constat aussi rude était accablant pour un souverain dont la machine judiciaire se trouvait sévèrement mise à mal, tout comme l'était aussi le système fiscal dont il devait, là encore, assumer la pleine responsabilité.

⁵⁵ Ibid., p. 372. Cet appel est précédé, quelques pages auparavant, de plusieurs constats qui vont dans le même sens: *Laquelle jurisdiction vous estes tenu de garder et conserver, car quant vous avés esté sacré de la main de mon prédécesseur vostre chanceillier, vous promistez garder leurs justices, drois et privilèges. Ou bien encore: C'est bien fait que de garder la juridiction ecclésiastique; et vos prédécesseurs l'ont fait aussi anciennement, et ne se trouvera point que la jurisdiction ecclésiastique eust esté en riens empeschée aux prélats qui leur compette, tant de raison escripte que d'usage et que de une manière de privilège ou de permission par vos predecesseurs*, ibid., p. 352.

⁵⁶ Ibid., p. 302. Dans le même sens, p. 304: *Mais de vos subgetz qui ont fait grans crimes et maléfices estes si piteux que tout est pardonné sans faire justice en aucun cas. C'est chose estrange*.

⁵⁷ Ibid., p. 302-303.

⁵⁸ Ibid., p. 288.

C. Une fiscalité accablante

*Quelque argent que leviez, vostre peuple est pillé et robé.⁵⁹
 Peuple tousjours crye et se plaint et tousjours paye.⁶⁰
 N'estoit pas tousjours temps de brebis tondre.⁶¹*

Ces quelques citations éloquentes donnent le ton. Elles pourraient être facilement multipliées. L'archevêque de Reims en appelle une nouvelle fois directement à son souverain pour qu'il fasse cesser des pratiques financières et fiscales qu'il juge condamnables. Répétées, porteuses de rudes tensions et imposées ou à tout le moins acceptées par le pouvoir, elles sont, selon lui, particulièrement dommageables pour la royauté à laquelle elles impriment un caractère absolutiste.

Partout le cri du peuple se fait entendre face à une fiscalité devenue insupportable parce qu'injuste et trop lourde. L'auteur de *Loquar* s'en fait en maintes reprises l'interprète. Ne s'écrie-t-il pas *nonobstant les tyrannies dessus-dictes qui se font par ceulx qui se dient a toy, nous demourons en ton obéissance et te servons, payons taille, aidez et subsides; et obbeissons à tes officiers sans aucune contradiccion. Pour nous ne est ce pas, car nous endurons plus que nous pouvons⁶²*. Puis, quelques lignes plus loin, *nous avons tant et si loyalement servi que nostre arme est humiliée [...] et nostre ventre est congelé jusques à la terre; il ne faut plus que faire une fosse et nous bouter dedens, et réduire nostre corps en poldre et en terre, car nous n'en pouvons plus⁶³*. Cette exaspération qui montait du pays tout entier traduit un système fiscal à bout de souffle. Tant par le rythme effréné des impositions qu'il suppose et l'insupportable lourdeur qu'il postule, il contribue à rendre la population exsangue et de plus en plus éloignée d'un pouvoir qui lui paraît chaque jour davantage absent et inefficace, toujours plus dur aussi.

De toutes parts, on dénonce le poids excessif de l'impôt et c'est bien directement au souverain qu'on aime à le faire savoir: *par les tailles, aides et subsides que vous faictes soubz ombre de la guerre, vostre peuple est pillé et robé en plusieurs et diverses manières et tout destruit*. Ce n'était là que premier avertissement. La litanie des observations destructrices continue, plus rude encore puis-que toutes manières de pilleries et roberies sont en vostre maison, et Dieu y vous demande par la bouche du prophète pourquoi vous opprimés et souffrez opprimer son peuple, et la face des povres [...]. Se vous dictes que c'est pour souter la guerre à l'encontre des ennemis ce ne vault, car quelque argent que leviez vostre peuple est pillé et robé [...]. Et quand les povres gens viennent de-

⁵⁹ *Loquar*, I, p. 420.

⁶⁰ *Verba mea*, II, p. 271.

⁶¹ *Ibid.*, p. 271.

⁶² *Loquar*, I, p. 312.

⁶³ *Ibid.*, p. 320.

*vers vous et se plaignent des tirannises que on leur fait, vous n'en tenés compte*⁶⁴. Ce dur procès fait à la fiscalité royale ne valait pas pour autant rébellion et refus de payer l'impôt. Jean Juvénal sait ici se montrer réaliste quand il fait savoir à Charles VII que *ne fait doute que ung prince comme vous spécialement peut tailler ses subyetz et lever aides en certains cas, et mesmement pour deffendre le royaume et la chose publique*⁶⁵. Pour cela, le domaine ne saurait suffire, *il faut doncques aydes de vostre peuple, et mesmement que c'est un grand bien pour eulx, car on ne pille ne ne robe, laboureux labourent, par ce moyen marchans vont par le pais seurement. Et n'est aucune doute que il fault que le povre peuple aide, mais en toutes choses a manières*⁶⁶. Autant dire que ce droit doit s'entendre raisonnablement alors que *de présent on ne taille point vos subjés et ne les fait on pas tondre simplement mais on les escorche, et ne leur oste non pas simplement la layne mais la peau, et les escorche l'en en leur osant la peau, la char et le sang jusques aux os*⁶⁷.

Fiscalité aussi lourde est d'autant plus inacceptable qu'elle a de multiples effets pervers et, en ce sens, Jean Juvénal n'était pas loin de constater que *»trop d'impôt tue l'impôt«*. Quand il écrit que le domaine du roi *va si tres mal que on ne pourroit pis*⁶⁸, il s'en explique par ailleurs en constatant que *l'excessive exaction des aides fait abastardir le demaine* si bien qu'il n'est plus possible d'entretenir châteaux, maisons et édifices, tant sont amoindris les moyens des populations. Et ce qui est vrai pour le domaine royal l'est plus encore pour celui des seigneurs⁶⁹. Cet état dramatique du domaine et des finances publiques se trouve sérieusement aggravé du fait que tailles, aides et gabelles normalement levées pour la guerre sont souvent détournées de leur affectation. Elles *n'y sont emploiez et c'est decepvoir le peuple et la chose publique; et les despandre aultre part c'est vray larrecin, voire se pourrait on dire crisme de lese magesté contre le roi et le bien publique de ce royaume*⁷⁰. Voilà pourquoi Charles VII s'entend dire *vos devez adviser et considérer que vous faictes de l'argent et aides que levés pour la guerre, et se il n'est point employé en aultres usaiges trop plus volontaires que nécessaires, utiles ou pourfitables*⁷¹. Semblables détournements n'étaient pas rares et ne profi-

⁶⁴ Ibid., p. 419-421.

⁶⁵ *Verba mea*, II, p. 270.

⁶⁶ Ibid., p. 266. Ou bien encore: *Je ne dy pas que en choses nécessaires on ne vous doye aider et que ne puissiez tailler vostre peuple en ce cas; mais aussi estes vous tenu en vostre conscience et honneur de luy employer*, ibid., p. 279.

⁶⁷ Ibid., p. 270. Cette image classique revient à plusieurs reprises, par exemple dans *Loquar*, I, p. 419: *Vous avez en hayne le bien et aymés le mal, vous qui ostés les peaulx du povre peuple, et la char de dessus les os*. Ou bien encore: *leur ostés ou voz officiers de par vous la peau de dessus eulx et la char de leurs os*.

⁶⁸ *Nescio*, I, p. 524.

⁶⁹ *Verba mea*, II, p. 267.

⁷⁰ *Nescio*, I, p. 530.

⁷¹ *Verba mea*, II, p. 276.

taient parfois même pas à la puissance publique⁷². Ainsi les bénéfices tirés de certaines pratiques du monnayage qui venaient souvent *au dommage du roy et de la chose publique, et au proffit des bourses particulières*⁷³.

Les fastes de la cour enfin contribuent davantage encore à ce déséquilibre. Le fin connaisseur des choses de la vie politique qu'est Jean Juvénal les dénonce avec fermeté quand il écrit au souverain à propos des observations qu'il lui adresse, *j'ai délibéré de particulariser, et mesmement aucunement des choses dont on parle publiquement, c'est assavoir des pompes de la cour, en estats excessis, tant des hommes que des femmes*. Suit une description sans concession dans sa précision insidieuse de toutes les dépenses somptuaires qui se font à la cour en fourrures, vêtements et bijoux, le tout acheté à des prix exorbitants. Et notre auteur de poser la question en parfaite adéquation avec la situation: *et ou se prent cest argent et or que telles choses coustent? Il n'est doute que sur les aides ordonnées pour la guerre. Hélas quels crismes, delictz et peschez de telz exces qui sont la dampnacion des armes, ou deshonneur du roy et dommage de la chose publique, et au proffit d'aucuns particuliers que on doit mieulx réputer larrons publiques que ceulx qui desrobent les gens en ung bois*⁷⁴.

Au terme de cette critique sans concession des pratiques politiques, administratives, judiciaires et fiscales du temps, que la monarchie sans doute ne cautionne pas, mais dont elle n'ignore pas l'existence, le lecteur s'interroge sur le dessein de son auteur. De toute évidence, Jean Juvénal a voulu avant tout donner un coup d'arrêt à ce qu'il considérait comme une déviation vers un régime tyrannique du système politique de son temps. Il ne fait aucun doute qu'il aurait sûrement parlé de pratiques absolutistes si le terme avait existé. Ce qu'il dénonce, comme étant de la tyrannie, vaut absolutisme. Ce qu'il veut avant tout, c'est éviter que ces dérives du système ne deviennent institution. Et s'il condamne fermement la tyrannie, tout en mettant parfois directement en cause le souverain, il lui garde sa confiance, à condition qu'il sache prendre ses distances avec une machine politique, administrative, judiciaire et fiscale qui pourrait le conduire à sa perte. Voilà pourquoi il prône l'existence d'un prince fort et donc capable de résister à des pratiques tyranniques – voire de les éradiquer – parce qu'il est doté d'une souveraineté pleine et entière.

⁷² Ibid., p. 281: *les excessives finances que on liève superflues, de quoi il semble que on ne scet aultre chose que faire que les employer en très meschans œuvres*.

⁷³ Nescio, I, p. 529.

⁷⁴ Ibid., p. 531.

II. Éloge de la souveraineté

*Et ainsi, nostre souverain seigneur, vous estes le chef
de la chose publique, et nostre roy auquel tous devons obeyr.⁷⁵
Vous estiez celluy qui deviez dominer au peuple de France.⁷⁶*

En dépit des sévères critiques que Jean Juvénal formule à l'encontre du système politique dont il démonte avec acuité les mécanismes, tout comme des jugements parfois lourds de conséquences qu'il porte à l'encontre de Charles VII, il ne cesse de voir en lui le seul prince souverain autour duquel doit être conduite la reconquête territoriale et reconstruite l'unité politique du pays. C'est toujours en termes choisis que le fidèle conseiller s'adresse à celui qu'il estime être l'unique titulaire d'une souveraineté à asseoir sur de nouvelles bases. Son *roi [...]* *souverain seigneur*⁷⁷ n'est-il pas présenté comme *le vray espoux et mary de la France, de cette doulce France, doulce ville de Paris* qui, toutes les deux, étaient *si plaine de peuple et de toutes choses plaisantes* et qui, désormais, sont *comme veuve sans mary, gouverneur ou gouvernement*. Et France de répondre, *le roy qui est mon souverain seigneur [...]* *m'a mise désolée, et de pleurs toute consummée*⁷⁸. Cette France déchirée et défaite n'en demeure pas moins le symbole de la personnalisation de la *chose publique* dont Jean Juvénal se plaît tant à dire qu'elle *est constituée de personnes souveraines, moyennes et basses, et le souverain et chef c'est le roy*. Voilà donc le *princeps* qui s'impose comme l'*anima rei publicae*. Nul doute alors que *le roy ou prince, c'est l'ame de la chose publique*⁷⁹, celui qui coiffe et transcende toutes les souverainetés princières et seigneuriales pour les fédérer en une souveraineté unique dont il doit devenir le maître incontesté⁸⁰. De cette souveraineté retrouvée, Jean Juvénal fait en permanence l'éloge, mais toujours de manière implicite et souvent au détour des multiples réflexions qu'il conduit tant sur la nature et l'exercice du pouvoir que sur l'usage qu'en font le prince et ses agents. Un *princeps* désormais souverain seigneur (A), législateur, justicier et parfois oppresseur (B), ce qui tend à le poser en maître de plus en plus affirmé de ses sujets (C).

⁷⁵ *Verba mea*, II, p. 204.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 187.

⁷⁷ *Tres reverends*, I, p. 55.

⁷⁸ *Loquar*, I, p. 360–363.

⁷⁹ *Verba mea*, II, p. 203–204.

⁸⁰ Sur cette évolution, Marcel DAVID, *La souveraineté et les limites juridiques du pouvoir monarchique du IX^e au XV^e siècle*, Paris 1954.

A. Le princeps souverain seigneur

*Mon souverain seigneur, vous estes le chef
de toute la chose publique de vostre royaume.*⁸¹

Quand l'archevêque de Reims et premier pair de France qualifie Charles VII de *très hault, très excellent, très puissant [...] roy et empereur, victorieulx, auguste et souverain seigneur*⁸², il écrit en homme averti et fin connaisseur des réalités politiques de son temps. C'est à dessein qu'il utilise tous les qualificatifs dont il pare la personne du roi. Son objectif avoué est d'en faire un *princeps* souverain à la romaine et non point un *princeps* qui aurait recouvré l'ensemble de ses pouvoirs en s'imposant lentement aux princes territoriaux par le biais d'une féodalité maîtrisée. Cependant, il ne néglige pas cette voie et la considère comme indispensable pour assurer la primauté du Valois. Évoquant comment ses prédécesseurs archevêques avaient régulièrement *fait foy et hommage lyge et serement de feaulté lesquelz sont grans*, il se plaît à rappeler à Charles VII combien ses *prédécesseurs très doucement les oyaient et très grant gré leur en savoient*⁸³. Et ne s'indigne-t-il pas de constater que *les pers de France ecclésiastiques, qui devoient user de tous droits que le roy peut faire sauf les foy, hommage et souveraineté, en usent-ilz de présent?*⁸⁴ Il y avait là véritable détournement du serment féodal et usurpation caractérisée d'un moyen qui devait être à la disposition du seul roi en vue de reconstruire une souveraineté qui lui avait échappé. Jean Juvénal ne pouvait être plus catégorique sur ce point quand il écrivait sans la moindre nuance *n'est doute que tout ce qui est en ce royaume est tenu en foy et hommaige de luy, ou en fief, ou en arrière fief, ou en censive*⁸⁵. C'était déjà poser, en termes clairs, les grands principes de la directe universelle, règle si fondatrice des rapports absolutistes que la monarchie était appelée à entretenir avec ses sujets à propos de ses droits éminents sur l'ensemble des terres du royaume. Tout aussi évocatrice de cette impérative obligation pour les grands de prêter serment au souverain est l'acte final de la fiction des quatre dames Sapience, Prudence, Puissance et Patience. Symbolisant les quatre plus grandes seigneuries du royaume

⁸¹ *Verba mea*, II, p. 203.

⁸² *Ibid.*, p. 185.

⁸³ *Ibid.*, p. 186.

⁸⁴ *Nescio*, I, p. 508.

⁸⁵ *Tres reverends*, I, p. 83-84. Se fondant sur le Décret 2, 22, 5, 8, Jean Juvénal rappelle ici les devoirs de tout vassal à l'égard de son seigneur, donc au roi *Incolume*, vous lui devez garder son corps et sa sancté corporelle en toutes choses; *tutum*, vous le devés tenir seur, et que ne luy faichiez dommaige par révelacions de ses consaulx ou autrement; *honestum*, son honneur et sa justice et toutes les autres choses qui appartiennent à honnesteté; *utile*, luy faire son proffit de son demaine et aultres droiz royaux; *facile et possible*, vous lui devez toutes choses possibles, et ne devez riens reputez estre à vous impossible. Et à toutes ces obligations négatives que sont *soy abstenir de mal faire* s'ajoutent, évidemment, le conseil et l'aide.

en conflit de pouvoir, elles acceptent finalement de se plier au jugement qui les place sous la tutelle du seul souverain. Elles le font *en bonne amour et fraternelle obéissance, en ressort et souveraineté, foy et hommage lige à ung seul qui seroit roy et empereur sus tous; sans diminucion aucune de leurs droiz demainnes, ne plus ne moins que leur roy, hors les dictes foy, hommage, ressort et souveraineté*. Tous les participants, très satisfaits de cet accord, vinrent *devers luy faire les foyes et hommages et se soubzmidrent en sa seignorie en ressort et souveraineté et en toutes autres choses que vassaulx doyvent faire à leur souverain seigneur*⁸⁶. On sait aussi combien Jean Juvénal utilise à de multiples reprises l'argument du serment féodal et de la vassalité pour plaider la cause du roi de France face à son rival anglais dont il répète sans cesse qu'il tient de lui nombre de terres *en foy et hommage lige, ressort et souveraineté*⁸⁷.

Il y avait là autant de moyens offerts au Valois pour restaurer une souveraineté si concurrencée par les grands princes et si mise à mal par tant d'épreuves. Néanmoins, son conseiller se place dans une autre perspective. À ses yeux, même si serment et vassalité peuvent en certaines situations toujours constituer des armes efficaces pour une reconquête du pouvoir, l'essentiel est désormais ailleurs. Camper le portrait d'un *très puissant [...] roy et empereur, victorieux, auguste*, n'était-ce pas dessiner l'image d'un souverain héritier de toutes les prérogatives du *princeps* romain? La réponse est d'évidence tant celui qui est appelé à *dominer le peuple de France* se voit attribuer toutes les prérogatives qui avaient placé l'empereur au sommet de la hiérarchie des pouvoirs et en avaient fait le maître absolu de ses sujets. Pour l'heure, le souverain français se trouve ainsi drapé dans une vêtue de romanité trop ample pour lui. Mais qu'importe, l'essentiel n'est-il pas de poser les premiers jalons d'une souveraineté véritablement retrouvée et de persuader ceux qui pourraient en douter que leur *souverain seigneur* est le seul destinataire de ce triple héritage fait de *potestas*, d'*auctoritas* et de *majestas* (1) que viennent rehausser d'exceptionnelles qualités (2).

1) Nouveau pivot de l'institution royale, cette *potestas principis*, que Jean Juvénal qualifie toujours de puissance publique et parfois de puissance ordinaire⁸⁸, n'est autre qu'un pouvoir civil très fortement réglementé par le droit, contrairement à la *potestas absoluta* qui laisse au souverain une grande liberté d'appréciation et de manœuvre. Même maître de la chose publique, le souverain doit toujours savoir distinguer entre ce qui relève de la *potestas absoluta* et ce qui entre dans le champ de la *potestas ordinaria*. Autant la première postule une large capacité d'action, autant la seconde lui impose le respect absolu des droits de ses sujets. Il y a là un impératif majeur tant est *la puissance du prince si haulte, si*

⁸⁶ *Loquar*, I, p. 343-344.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 422.

⁸⁸ *Verba mea*, II, p. 271: *Et quelque chose que aucuns dient de vostre puissance ordinaire, vos ne povez prendre le mien bien.*

*grande et si resplandissant que de ses sujets en choses nécessaires il se peut aider, et n'est chose si pourfitable au peuple que la voulenté du prince en nécessité soit accomplye, et que sa voulenté ne soit point contraire à raison et justice*⁸⁹. Soumis à la raison et à la justice, ce pouvoir que le prince a *en terre et porte en soy comme l'ymage de la divinité* le contraint en même temps à *craindre celluy dont il a la puissance, c'est assavoir Dieu [...] en faisant en toutes choses la doctrine de clémence et de justice*⁹⁰. Bien que le plus souvent réduite à une simple *potestas ordinaria*, limitée par le droit comme elle l'était dans le système politique romain et désormais soumise aux lois divines dans le contexte médiéval, cette *potestas publica* reconnue au *princeps* en fait véritablement l'*anima rei publicae*, si bien que nul n'est semblable à lui tant est grande et haute sa renommée partout dans le monde⁹¹. Dans ces conditions, *toute personne est subjecte aux puissances du roy comme souverain et très excellent, et à ses officiers comme envoyés par luy à la loenge des bons et vengeance des mauvaiz*. Voilà qui justifiait assez que gens d'église, nobles et gens des bonnes villes, tous obligatoirement soumis à la *potestas* du roi pour être ses sujets, soient tenus de l'honorer et de veiller au maintien de ses prérogatives, lui qui était le père de la chose publique, seigneur et maître universel de l'ensemble du royaume⁹². Ainsi la *potestas* reconnue au Valois suffisait-elle à elle seule à fonder la souveraineté sur de nouvelles bases et à faire de lui un *roy très puissant, plus puissant que ses ennemis* et capable par sa puissance de *donner paix au royaume de France*⁹³.

De cette *potestas*, dont le souverain ne doit pas abuser en sachant garder tant sobriété que tempérance et en n'opprimant personne, découle aussi pour lui toute une série d'obligations et de pouvoirs. En ces temps de guerre, défendre *fort et justement* le pays contre ses adversaires s'impose comme un premier devoir. Il en va de même aussi souvent qu'il s'agit de *faire justice sans acception de personnes* et de se poser en défenseur inconditionnel des pèlerins et des étrangers, des pupilles et des pauvres tout en leur faisant aumône, sans oublier de *restrindre les larrecins, punir ribauderies et puteries et perdre de la terre les non piteux, c'est assavoir les criminieulx de crismes terribles et détestables*. Là ne s'arrête pas cette longue liste d'obligations que la *potestas* retrouvée impose au souverain. Avoir *conseilliers anciens, sages et sobres* lui est indispensable s'il ne veut *mettre son entendement en enchanteurs, arrioleurs, sorciers ou sorcières ou autres supersticions*. Et comment ne point laisser vivre les *patricides et parjures contre la chose publique* sans commettre

⁸⁹ Ibid., p. 276.

⁹⁰ Ibid., p. 273. Jean Juvénal ne fait ici que reprendre le *Policraticus*, 4, 1. *Princeps potestas publica et in terris quaedam divinae maiestatis imago*. Il rappelle par ailleurs à ce propos en se fondant sur la Vulgate: *Toutevoye, je ne dis pas que ung prince de quelque condicion qu'il soit ne se doye révéler et honorer, car toute puissance vient de Dieu*, ibid., p. 226.

⁹¹ Ibid., p. 202–203.

⁹² *Tres reverends*, I, p. 82–83.

⁹³ *Loquar*, I, p. 387, 391 et 397.

gens justes et preudhommes du royaume en vue de sanctionner leur comportement?⁹⁴

À elle seule, cette *potestas* revivifiée ne saurait donner au roi une assise suffisante à son pouvoir, même si elle lui vaut d'avoir en charge la *bonne police et bon gouvernement* du royaume⁹⁵. Elle n'est qu'une des composantes de ce pouvoir à côté de l'*auctoritas* elle aussi retrouvée par certains auteurs médiévaux en vue d'être intégrée à une souveraineté pleinement remodelée. Jean Juvénal traite peu de cette *auctoritas* pourtant si caractéristique de la capacité qu'avait l'empereur romain de valider, en les cautionnant, les décisions des autorités inférieures. Il ne l'évoque guère que couplée avec la notion de puissance pour supplier le souverain de ne point trop abuser de sa *puissance et auctorité royal* quand il décide de lever tailles et aides⁹⁶. L'*auctoritas* n'entre pas dans la vision constructive d'un pouvoir revu et remodelé par l'archevêque de Reims. Elle ne saurait constituer, comme dans le système politique romain, une des pierres angulaires de la suprématie du pouvoir du Valois. Tout au plus l'autorise-t-elle à se passer en certaines occasions de l'avis des états pour lever l'impôt et à considérer que son pouvoir leur est supérieur, ce qui lui vaut alors le cinglant reproche de se sentir *comme au dessus*⁹⁷.

C'est sur une autre base que le souverain est appelé à asseoir cette suprématie: la *majestas* dont Jean Juvénal pare à maintes reprises son roi *victorieux*⁹⁸. Destinée à hisser l'empereur romain au sommet de la hiérarchie des dignités en faisant de lui un être hors norme que nulle entreprise ne devait pouvoir atteindre, elle permet d'assurer au Valois une position toute particulière. Cette *majestas* qui lui est conférée, désormais à la fois royale et impériale⁹⁹, lui apporte tout autant d'honneurs et de protection que de responsabilités. Il n'est que de laisser parler celui qui s'en fait l'apôtre pour s'en convaincre: *l'impérial ou royal magesté, vous le devez adviser, considérer et recongnoistre [...] est grand charge, peine et travail [...] Je croy que long temps a n'y a eust roy qui eust si grans paines et travaux ne que avez eulx a tout bien considérer*¹⁰⁰. Mieux en-

⁹⁴ *Verba mea*, II, p. 211.

⁹⁵ *Tres reverends*, I, p. 55–56.

⁹⁶ *Verba mea*, II, p. 214.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 268.

⁹⁸ Sur le devenir médiéval de la notion de *majestas*, Jacques CHIFFOLEAU, Sur le crime de majesté médiéval, dans: Henri BRESCH et al. (dir.), *Genèse de l'État moderne en Méditerranée. Approches historique et anthropologique des pratiques et des représentations. Actes des tables rondes internationales tenues à Paris les 24, 25 et 26 septembre 1987 et les 18 et 19 mars 1988*, Rome 1993, p. 183–213. Voir aussi, Bernard GUENÉE, *Un meurtre, une société. L'assassinat du duc d'Orléans*, 23 novembre 1407, Paris 1992, p. 26–27.

⁹⁹ Sur ce double aspect, voir la stimulante analyse de Gilbert DAGRON, *Empires royaux, royautes impériales. Lectures croisées sur Byzance et la France médiévale*, dans: Rainer Maria KIESOW, Regina OGOREK, Spiros SIMITIS (dir.), *Summa Dieter Simon zum 70. Geburtstag*, Francfort/M. 2005, p. 81–97.

¹⁰⁰ *Verba mea*, II, p. 201–203.

core, l'impériale et royale majesté contribue à transformer le souverain en faisant de lui une personne unique et hors du commun¹⁰¹. Nul désormais n'est semblable à lui. Il est si grand et sa renommée si resplendissante dans le monde que chacun ne peut que craindre sa force et sa puissance¹⁰². Voilà qui le situe dans une sorte d'univers où règne un absolu que nul, ni rien ne saurait atteindre. Dans ces conditions, porter atteinte à la personne du souverain, c'est attenter à sa *majestas* et commettre un crime de lèse-majesté. Doivent alors impérativement être sanctionnés tous ceux qui *ont mesprins contre vostre majesté royale*¹⁰³.

2) En marge de ces trois attributs fondamentaux que sont *potestas*, *auctoritas* et *majestas*, dont on a souvent voulu faire les piliers de l'absolutisme, Jean Juvénal pare son roi de toutes les qualités traditionnelles qui, depuis longtemps, ne cessent d'enrichir la toile de fond du portrait du prince idéal¹⁰⁴. Il ne fait ici que puiser dans les œuvres de ses prédécesseurs, tels Jean Gerson ou Christine de Pisan. Sans véritablement apporter de touches nouvelles à ce tableau, il en modifie quelque peu l'équilibre, partagé qu'il est entre un prince gouverné par la raison et un roi tenté de se laisser aller à certaines pratiques absolutistes. *Roi très crestien*¹⁰⁵, le monarque n'est *pas simplement personne laye mais prélat ecclésiastique*, le premier qui soit dans le royaume après le pape et le bras droit de l'Église¹⁰⁶. Vaillant prélat qui a *grant sapience de soy gouverner luy mesmes*, il se doit d'en avoir toutes les qualités dont inventaire est ici donné avec minutie en se fondant aussi bien sur les Écritures que sur les auteurs de l'Antiquité ou les œuvres les plus récentes. La liste est des plus classiques. La première évoquée est d'avoir *es misères des créatures pitié et miséricorde*, avant même de faire preuve de *vérité en jugement* ou *vaillance en armes*. *Craindre et doubter Dieu, et sur toutes choses avoir fiance en lui, defendre l'esglise et les droits d'icelle*, tout comme *avoir en révérence et honneur les ministres de l'esglise*, voilà bien une des premières missions qui s'impose au roi très chrétien toujours disponible pour *orer et prier Dieu* aux heures ordonnées. En charge de ses sujets, il se doit aussi de *deffendre fort et*

¹⁰¹ Il est essentiel de souligner que le Religieux de Saint-Denis attache lui aussi une importance capitale à la notion de *majestas*. Cette remarque prend tout son sens quand on sait la lecture que, selon toute vraisemblance, Jean Juvénal a faite du Religieux. Sur le Religieux et la *majestas*, Albert RIGAUDIÈRE, *Le Religieux de Saint-Denis et le vocabulaire politique du droit romain*, dans: Françoise AUTRAND, Claude GAUVARD, Jean-Marie MOEGLIN (dir.), *Saint Denis et la royauté. Études offertes à Bernard GUENÉE*, Paris 1999, en particulier p. 270–274.

¹⁰² *Verba mea*, II, p. 202.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 357.

¹⁰⁴ Pour une étude précise de cette question, Jacques KRYNEN, *Idéal du prince et pouvoir royal en France à la fin du Moyen Âge (1380–1440). Étude de la littérature politique du temps*, Paris 1981.

¹⁰⁵ *Verba mea*, II, p. 271.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 208–209.

justement son pais contre les adversaires et faire raison et justice sans acception de personnes. Semblable mission accomplie jusqu'au bout dans toute sa rigueur risquerait de conduire le prince à des excès s'il ne lui était fortement recommandé de non vouloir abuser de sa puissance, et garder sobriété et tempérance en toutes choses, sans personne opprimer ou défouler par puissance. Incité aussi à ne pas vouloir occuper aultres seigneuries ou principautez indeuement et injustement ou icelles usurper, il lui est aussi conseillé de eschever [...] vaine gloire. Ce n'est qu'en respectant cette chartre de prescriptions que le souverain aura un royaume en prospérité et sera conduit au resgne des ceulx¹⁰⁷. Conseil enfin lui est donné que ne doit pas ung roy donner vaine gloire, supposé qu'il soit eslevé: car un grain de millet sur une montaigne est bien hault et toutevoye tousjours est petit¹⁰⁸.

Jean Juvénal est ici partagé entre autorité et tempérance dans le portrait qu'il campe du souverain Valois. Mais, comme il le sait perpétuellement appelé à conduire des opérations de guerre, il considère qu'une des *choses principales que doit avoir ung prince en tel cas, c'est une vertu qui se appelle force que je tieng vaillance de courage et nous le appelons hardiesse¹⁰⁹*. Telles sont bien les qualités maîtresses de celui qui était tout naturellement appelé à *dominer le peuple de France*. Lui seul était capable de réunir en sa personne les quatre vertus que se disputent âprement les quatre enfants des quatre dames imaginaires de la fiction que nous relate Jean Juvénal: Prudence, duchesse de Normandie dont le fils se nommait *Duco*; Puissance, duchesse d'Aquitaine qui avait pour fils *Facio*; Sapience duchesse de Bourgogne avec son fils *Dico* et enfin Patience duchesse de Reims représentée par son fils *Fero*. Ne pouvant mettre un terme à leurs rivalités et comme *nul d'eulx n'estoit digne d'estre roy*, ils se rendirent à Paris et se placèrent sous l'obéissance, le ressort et souveraineté de *Pharamond seigneur de Lutèce* en reconnaissant à celui qui n'était autre que le roi Charles, lesdites quatre vertus. Seul digne d'être roi, il fut à la fois *Duco, Facio, Dico* et *Fero*, donc prudent, puissant, sage et patient¹¹⁰, situation particulièrement favorable pour renforcer sa *haulte et grande renommée* qu'il doit, avec son nom, sans cesse s'efforcer d'accroître¹¹¹. Dans ce contexte, puissance lui valait certes une forte capacité d'action mais qui, en aucun cas, ne risquait de le conduire à un exercice personnel et absolu du pouvoir dans la mesure où prudence, sagesse et patience se trouvaient en permanence et obligatoirement à ses côtés pour freiner et tempérer ses entreprises que rendaient toujours possibles les larges pouvoirs qui lui étaient reconnus.

¹⁰⁷ Pour un développement plus approfondi sur tous ces points, *ibid.*, p. 207–210.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 214.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 225.

¹¹⁰ Pour un récit plus détaillé de cette allégorie, *ibid.*, p. 187–190.

¹¹¹ *Loquar*, I, p. 371, *Verba mea*, II, p. 201.

B. Le princeps législateur, justicier et oppresseur

*Et est un roy réputé vrai prince quand par belles loys et ordonnances il gouverne son peuple en bonne justice et non mie le presser et opprimer par violence de dominacion.*¹¹²

*Et devez tellement vostre gouvernement et manière de conduire la vocation ou vous estez appelez ou gouvernement de justice que les subgetz, et aultres venans en ceste ville, ayent singulière fiance que justice leur sera faicte.*¹¹³

*Par les taillez, aides et subsides que vous faictes soubz umbre de la guerre, vostre peuple est pillé et robé en plusieurs et diverses manières et tout destruit.*¹¹⁴

Exalter la souveraineté et en définir avec précision les composantes ne sont qu'une première étape dans la démarche de Jean Juvénal. Tout au long de ses écrits et sans procéder de manière systématique, il envisage comment donner dans la pratique toute sa mesure à la capacité d'action que doit progressivement retrouver son *souverain victorieux* dans lequel il se plaît à voir l'héritier direct de l'empereur romain. Un héritage qu'il sait toujours faire habilement prospérer dans les trois secteurs fondamentaux que sont la loi, la justice et l'impôt. Faire du roi un véritable *princeps* législateur était, depuis le début du XIV^e siècle¹¹⁵, une des préoccupations premières de tous les théoriciens favorables à la monarchie (1). Assurer sa position au sommet de la hiérarchie judiciaire et décliner ses qualités de souverain justicier¹¹⁶ n'était que s'inscrire dans une longue tradition (2). Tenter de le poser en maître incontesté d'une fiscalité royale encore fragile était une entreprise périlleuse qui risquait de lui donner l'image d'un roi véritablement oppresseur (3).

1) Jean Juvénal croit à la force de la loi pour assurer le pouvoir de son roi. Il en fait un véritable dogme et ne cesse d'évoquer tous les bienfaits que Charles VII pourrait retirer d'une législation renouée, connue de tous, appliquée et respectée sur l'ensemble du royaume. À ses yeux, elle est l'image d'un authentique roi souverain.

Glosant un passage du *Policraticus*, il écrit que *sans loys, la chose publique ne scet tenir rigle et les Rommains par faisant loys et les garder ont sublimé et exaussé la chose publique*¹¹⁷. Puis il rappelle comment, selon la tradition, le premier roi chrétien – Clovis – aurait édicté la mythique loi salique *laquelle fut gardée et observée en ce royaume jusque au temps du roy Charlesmaingne*, lui-même grand législateur qui *fist faire et ordonner belles loys et ordonnan-*

¹¹² *Verba mea*, II, p. 299.

¹¹³ *Audite illos*, I, p. 28.

¹¹⁴ *Loquar*, I, p. 419.

¹¹⁵ Sophie PETIT-RENAUD, «Faire loy» au royaume de France de Philippe à Charles V (1328–1380), Paris 2001.

¹¹⁶ Arlette LEBIGRE, *La justice du roi. La vie judiciaire dans l'ancienne France*, Paris 1988.

¹¹⁷ *Verba mea*, II, p. 284. Jean Juvénal retranscrit ainsi le passage du *Policraticus*: *Quod sine legibus policia regulam nescit, et Romani suis legibus suam policiam sublimarunt.*

*ces en ung bien gros volume divisé en sept livres qu'il dit avoir vu. Puis sont évoquées les belles et notables ordonnances des Capétiens et des Valois tant sur le fait de la guerre que de la justice, que de la police. C'est alors pour se lamenter et déplorer le vide normatif qu'a creusé jusque-là le règne de Charles VII. Il y a XXX ans que estes roy et n'ay point sceu que en ayez faictes aucunes, ne visité les anciennes et icelles confermer et approuver comme vos prédécesseurs. Puis, comme pour sauver la face d'un roi peu passionné par la loi et faire oublier cette carence, le sage conseiller se sent obligé de déclarer j'ay tousjours dit en vous excusant que vous voulés qu'elles soyent gardées quant vous ne les avez point révoquées, aultrement on pourrait dire que souffriez que venist contre. Suit une véritable ode à la loi tant ces ordonnances sont présentées comme étant la perfection et la garantie contre tous les maux. C'est belle chose que de les veoir; elles sont enregistrées en la Chambre des comptes, tous les jours alléguées tant en Parlement que aultre part. Voilà qui valait invitation à les faire veoir et visiter par qui serait assez expert pour dire ce qu'il convenait d'en conserver ou d'en changer et surtout pour en faire de nouvelles en vue de pourvoir le royaume de belles loys et ordonnances*¹¹⁸. Ce thème des lois anciennes qu'il convient de conserver, de revoir et d'améliorer revient constamment, comme si la législation des prédécesseurs était autant un cadre immuable qu'un modèle à imiter et un capital à faire fructifier¹¹⁹.

Assurément, mais quelle doit être cette loi que le *princeps* est appelé à faire triompher afin de pouvoir modeler, comme il l'entend, un nouvel ordre juridique? Jean Juvénal choisit de répondre à cette question en s'inspirant de la définition qu'en donne Isidore de Séville: *les loys sont faictes ad ce que la fole voulenté ou hardiesse des gens soit cohercée, et que entre les mauvais les innocens soient tenus en seureté, et que les fols et vivans moins honnestement la faculté de nuyre soit réfrénée*. À cela, il convient d'ajouter que la *la loy ou ordonnance doit estre honneste, juste et possible, selon nature, de la coustume*

¹¹⁸ Sur tous ces points, *ibid.*, p. 285–286.

¹¹⁹ Voir par exemple, *ibid.*, p. 278, à propos des ordonnances somptuaires: *Et se il vous plaisoit sur ceste matière veoir les ordonnances anciennes faictes par vos prédécesseurs sur le fait des estats, c'est assavoir quelz draps et pennes chacun devoit porter et quel pris, vous les trouverez en vostre Chambre des comptes: que pleust à Dieu que vostre plaisir feust d'en faire de pareilles*. *Ibid.*, p. 325, à propos des juges: *Et tant au regard de la Chancellerie que des aultres jurisdictions, y a de belles ordonnances faictes par vos prédécesseurs, qui peuvent estre enregistrées en vos Chambres; faictes les veoir et visiter, car il y a des choses très mal au jour duy*. *Ibid.*, p. 334, à propos du Parlement: *Vos prédécesseurs touchant le Parlement et vos justiciers ont fait de belles ordonnances; faictes les visiter et renouveler, en monstrant que vostre magesté royal veult >legibus ornari, et que voulés que ilz soient telz en vostre Parlement que ilz doivent estre et facent leur devoir*. *Ibid.*, p. 341, à propos de la Chambre des comptes: *Pareillement, vous avez ceulx de la Chambre des comptes; faictes regarder se ilz gardent les ordonnances anciennes de leur chambre [...], en vérité toute la belle ordre de vos prédécesseurs et leurs belles ordonnances sont perverties, qui est ung grand mal*.

*du pais, convenable estre gardée selon les lieu et temps, neccessaire et pourfitable, clere et manifeste, sans acune obscurité, faicte non mee pour interest au profit particulier mais pour la chose publique*¹²⁰. Porteuse pour le devenir du pouvoir normatif du souverain, cette définition en était tout autant limitatrice en raison des nombreuses conditions qu'elle posait pour qu'une loi puisse être considérée comme juste, valable et partant applicable. À s'en tenir à elle seule, ce pouvoir se serait trouvé comme enserré dans un carcan qui en aurait considérablement limité les capacités d'action et la portée. Voilà qui aide à comprendre pourquoi Jean Juvénal a été conduit à rechercher des fondements solides au pouvoir du roi de faire loi, sans toutefois tomber dans un légicentrisme de caractère absolutiste. Loin de lui cette idée. Tout, au contraire, doit être mis en œuvre pour définir un pouvoir normatif qui, tout en conférant au souverain une large capacité d'action, s'exerce dans le respect des grands principes.

Dans un tel contexte, le prudent conseiller de Charles VII ne pouvait ignorer le célèbre passage des *Institutes* qui dispose que la *majestas* impériale ne doit pas être seulement parée d'armes mais aussi de lois¹²¹. Il y revient sans cesse¹²², tout comme il a en permanence présent à l'esprit les deux dispositions du *Corpus juris civilis* que certains auteurs ont voulu si fondatrices de l'absolutisme monarchique qu'elles en sont devenues adages. Chacun aura reconnu ici les deux célèbres formules *Quod principi placuit legis habet vigorem*¹²³ et *Princeps legibus solutus est*¹²⁴. Fort de ce bagage de romanité, comment Jean Juvénal réussit-il à concilier l'exercice d'un pouvoir normatif fort avec les caractères rigoureux de la loi et le nécessaire respect que le souverain doit, selon lui, porter à ses sujets?

À le lire, on constate qu'il ne se départ jamais de l'obligation faite au prince d'édicter de nombreuses lois *quod oportet imperatoriam majestatem legibus esse ornatam*. Oui, *il faut que l'impérial majesté soit adornée de loys, constitutions ou ordonnances car sans loy, la chose publique ne scet tenir rigle et les Romains par faisant loys et les garder ont sublimé et exaussé la chose publique*¹²⁵. Pareil devoir ne saurait être accompli sans donner au prince les moyens nécessaires *car quelque chose que il veuille faire nous le devons endurer et supporter et tenir ferme et estable, voire supposé qu'il semblast dur et desrai-*

¹²⁰ Cette définition que Jean Juvénal approfondit encore est, pour l'essentiel, empruntée au Décret, I, 4, 1; I, 4, 2 et I, 4, 3, dont LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, II, p. 286-287, donne le contenu.

¹²¹ Inst., Préf.: *Imperatoriam majestatem non solum armis decoratam, sed etiam legibus oportet esse armatam, ut utrumque tempus et bellorum et pacis recte possit gubernari*.

¹²² Par exemple, *Verba mea*, II, p. 201, 224 et 284.

¹²³ Dig., I, 4, 1, et Inst., I, 2, 6.

¹²⁴ Dig., I, 3, 31. Sans citer de manière exacte la formule, Jean Juvénal y fait largement référence dans *Verba mea*, II, p. 271-272 où il invoque très directement la constitution *Digna vox*, Cod., I, 14, 4.

¹²⁵ *Verba mea*, II, p. 284.

sonnable, nam Quod principi placuit legis habet vigorem. Et comme si cette justification de poids ne suffisait pas, sont invoquées *les maladies de ce povre royaume tout désolé, destruit et gasté* auxquelles il faut rapidement porter remède, *spécialement par le bon plaisir du roy*¹²⁶. Ce *bon plaisir du roi*, qu'il faut entendre dans les sens du *placere* latin – ce qui plaît parce que jugé bon et nécessaire – une nouvelle fois invoqué avec l'expression *bon plaisir et volonté du roy* à propos d'une décision prise suite à une insistante demande du pouvoir¹²⁷, fait-il alors son entrée dans la sémantique législative royale? La question vaut d'être posée tant on a dit et soutenu que la formule en avait été à jamais bannie¹²⁸.

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que sous la plume de Jean Juvénal cette expression n'a nullement le sens quelque peu dévoyé et porteur de pratiques absolutistes qu'on a parfois voulu lui donner. Bien au contraire. Écoutons plutôt celui qui n'hésite pas à l'utiliser pour juger de la prudence avec laquelle il le fait. Plusieurs, écrit-il, seraient enclins à *maintenir que tout est licite au prince de faire ce qu'il veut et que sa volonté est réputé pour loy* [...] Hélas, *ils doivent appliquer ceste puissance ad ce que ung vray prince doit faire, tellement que celle volonté ne se puisse appliquer à volonté de tirant*. Et de conclure que si les décisions d'un prince ne sont point raisonnables, il se doit de les changer¹²⁹. C'était poser toute la question si débattue de la position du roi par rapport à la loi. Au terme de longues considérations, Jean Juvénal prend clairement parti: *est un vray prince celluy qui obtempère à la loy dont il est ministre et y gouverne son peuple, en exerçant et conduisant les charges sur ses subyetz selon le bénéfice de la loy*¹³⁰. Certes, la charge du roi est considérable et pourrait permettre bien des écarts par rapport à la loi, mais c'est *encores plus grant chose de soubzmettre a raison et aux loys le royaume*. Écrivant cela, le conseiller de Charles VII ne faisait que se référer à la constitution *Digna vox*¹³¹ au terme de laquelle, tout en reconnaissant que l'empereur est juridiquement *legibus solutus*, il ne peut en réalité se comporter ainsi, tout simplement parce que son *auctoritas* dépend de la loi qu'il doit en conséquence respecter dans la pratique. Tout au plus peut-il y déroger pour juste et raison-

¹²⁶ *Nescio*, I, p. 483–484.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 490.

¹²⁸ Sur la formule *Car tel est notre plaisir*: Louis DE MAS LASTRIE, De la formule *Car tel est notre plaisir* dans la chancellerie française, dans: Bibliothèque de l'École des chartes 42 (1881), p. 560–564. Gabriel DEMANTE, Observations sur la formule *Car tel est notre plaisir* dans la chancellerie française, dans: Bibliothèque de l'École des chartes 54 (1893), p. 86–97.

¹²⁹ *Verba mea*, II, p. 300.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 275.

¹³¹ Cod., I, 14, 4: *Digna vox majestate regnantis legibus alligatus se principem profiteri: adeo de auctoritate juris pendet auctoritas nostra. Et re vera majus imperio est submittere legibus principatum*. Jean Juvénal n'est sans doute pas sans connaître aussi l'adage *Licet [...] legibus soluti sumus, attamen legibus vivimus*, Inst., II, 17, 7.

nable cause *car aultrement on pourroit dire que ce seroit fait de tirant et non mie de roy*¹³².

Cette règle de la soumission aux lois postule leur respect absolu tant de la part du souverain que de ses sujets et implique que *on doit bien adviser quant on les fait et avant qu'elles sont faictes, car quant elles sont faictes, il les faut garder et selon icelles juger*¹³³. Voilà un idéal qui devient rarement réalité, situation que constate, désabusé, Jean Juvénal. Comme s'il était impossible d'y remédier: *on fait bien des ordonnances, mais il souffist de les escrire et publier, qui est une grande moquerie, derrision et deshonneur pour le roy*¹³⁴. Leur non-respect est sanctionné de manière fort inégale. Voici *les povres gens qui viennent contre griefvement punis, tant de la personne que de corps ou amendees péccunières* et voilà les puissants auxquels rémissions sont données ou qui voient leurs peines corporelles converties¹³⁵. Alors, au-delà du non-respect de la loi et de l'incapacité du roi à faire triompher sa norme – ce que constate avec tristesse Jean Juvénal – c'est tout le système judiciaire qui se trouve mis en cause.

2) Ce n'est pourtant pas faute de proclamer, à maintes reprises, la souveraineté judiciaire du roi. Englobante, elle s'adresse à tous. Nulle acception de personne ne peut alors jouer et chacun doit pouvoir y avoir recours, *sive sit civis, sive sit peregrinus*¹³⁶. Sur ce point, le regard sagace que l'archevêque de Reims porte sur le système politique de son temps manque d'originalité. Il traite certes souvent de la justice et du pouvoir éminent qui revient au souverain en ce domaine, mais en s'appuyant sur des sources bien classiques et en martelant quelques grands principes. Ne répète-t-il pas à l'envi que *la chose au monde présent qui est la souveraine, et le plus grand bien, c'est faire justice, et garder à chascun son droit, et non permettre faire es subjetz ce que on pourroit bien faire, mais faire garder ce que équité veult, nam placuit equitatem preferri rigori*?¹³⁷ Quand il rappelle solennellement à Charles VII *vostre principale charge est de faire justice par vous, vos commis ou vos députés [...], la propriété d'un roy c'est de faire justice et relever et conforter opprimez*¹³⁸, il ne fait que gloser la disposition bien connue du *Décret* d'après laquelle *Regnum enim est proprium, facere judicium et justiciam*¹³⁹. Il emprunte tout autant à saint Augustin en affirmant que *une chose publique ne se peut*

¹³² *Verba mea*, II, p. 271–272. Ou encore, p. 274: le roi *se doit tellement submettre aux loys que il congnoisse que rien ne luy est licite qui soit discordant de équité.*

¹³³ *Ibid.*, p. 285.

¹³⁴ *Loquar*, I, p. 366.

¹³⁵ *Verba mea*, II, p. 288.

¹³⁶ *Audite illos*, I, p. 27 et 35.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 26.

¹³⁸ *Verba mea*, II, p. 293. Cette affirmation est reprise dans *Nescio*, I, p. 513: *la justice que le roy doit à tout son peuple, qui est le propre d'un roy.*

¹³⁹ *Décret*, 2, 23, 5, 23; cité dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, p. 382, n. 6.

*pas bien gouverner sans très grande justice*¹⁴⁰ ou bien encore à saint Jérôme quand il s'adresse en ces termes au souverain *c'est vostre charge et vraye office, et chose propre à vous de faire jugement et justice et oster les opprimés des mains de ceulx qui les oppriment et destruisent, bailler aide au pèlerin, pupille et veufve, qui de legier sont opprimés, et garder que par autres ne soient troublés*¹⁴¹. Et il puise de même dans Cyprien pour définir ce que doit être la justice du roi. C'est grâce à elle que le roi doit pouvoir apporter la paix et assurer la garde de son peuple, aider et soigner ceux qui sont malades, rendre les hommes heureux, l'air pur, la mer sûre et féconde la terre¹⁴². C'était interpréter dans son sens le plus large la mission du roi justicier dont on n'avait plus seulement à attendre justice, mais aussi bienfaits de toutes sortes. Ainsi le roi juge devenait-il le souverain justicier comptable du bien-être de ses sujets.

Il l'était d'autant plus que, même dans les cas les plus graves où intervient sa justice, il doit toujours rendre ses jugements avec clémence et modération. Jean Juvénal s'attache ici à dresser le portrait d'un roi juge qui est tout à l'opposé d'un roi dont le pouvoir judiciaire serait exercé de manière rigide et absolue. La leçon ne saurait être plus claire: *ou fait de vostre justice vous devez avoir clémence et miséricorde*, à condition cependant que ces deux correctifs soient utilisés avec discernement. Alors, c'est une chose magnifique que la *clémence, puissance et miséricorde du roy, car à toutes manières de gens, qu'ils soient clerks ou laïques et quelles que soient les affaires, il peut extendre sa clémence en donnant rémission aux délinquans* ce que ne peut faire le juge ecclésiastique car il n'a *ceste puissance de remettre ung cas*. Tout au plus peut-il dire *pugnivimus* et jamais *remittimus*¹⁴³. Voilà bien ce qui fait de la justice royale une justice souveraine. Même si le *princeps* doit en user avec modération, il est le seul à pouvoir remettre crimes et délits¹⁴⁴. Droit éminent et unique qui contribue à placer son pouvoir judiciaire dans un absolu au sens le plus fort du terme dans la mesure où la capacité royale à remettre n'est limitée par aucune loi ni soumise à aucun contrôle. Il n'en va pas de même en matière de fiscalité.

¹⁴⁰ AUGUSTIN, *De civitate*, 2, 21; cité dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, II, p. 297, n. 6.

¹⁴¹ Décret, 2, 23, 5, 26; cité par LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, I, p. 383, n. 1.

¹⁴² *Verba mea*, II, p. 294.

¹⁴³ Ibid., p. 303–309, tout au long desquelles Jean Juvénal disserte sur la place de la clémence et de la miséricorde dans la justice royale. Voir aussi ibid., p. 273: le prince doit *craindre celluy dont il a la puissance, c'est assavoir Dieu, que il ne se despare point de sa voulenté divine mais en use par luy et ses commis et dessputez en faisant en toutes choses la doctrine de clémence et de justice; et n'est doute que il fault que en justice ait miséricorde et clémence, »nam justicia sine misericordia severitas est.*

¹⁴⁴ Claude GAUVARD, L'image du roi justicier en France à la fin du Moyen Âge d'après les lettres de rémission, dans: La faute, la répression et le pardon. Actes du 107^e congrès des sociétés savantes. Philologie et histoire jusqu'à 1610 (Brest 1982), I, Paris 1984, p. 165–192.

3) En ce domaine, le souverain apparaît bien plus souvent comme un roi oppresseur que comme un prince apte à faire régner la loi et la justice, même si la décision d'imposer relève parfois de la loi et si l'impôt peut, en certaines situations au moins, permettre de faire régner une manière de justice fiscale à l'occasion de la répartition des charges publiques. Cette vision équilibrée du pouvoir fiscal du souverain demeure bien théorique et, à lire Jean Juvénal, on a le sentiment que la plupart des situations de tyrannie et d'oppression qu'il dénonce sont de nature fiscale, comme occasion a été donnée de le constater.

Voilà pourquoi l'archevêque de Reims s'élève avec véhémence contre une telle évolution et multiplie les arguments invoqués en vue de freiner ce qui pourrait être qualifié d'absolutisme fiscal rampant. Il dénonce avec conviction l'utilisation éventuelle de l'adage *Omnia esse principis*¹⁴⁵ dont on sait la caution que lui ont apportée certains glossateurs en vue de renforcer le pouvoir de l'empereur et lui permettre d'imposer librement ses sujets¹⁴⁶. Tout appartiendrait-il donc au prince, s'interroge Jean Juvénal, et pourrait-il de ce fait lever comme il l'entendrait tailles et autres subsides? Faut-il accorder crédit à ce que soutiennent certains officiers royaux quand ils affirment *selon leur ymagination que vous faire le povés et »quod omnia sunt principis« et »quod nullus est qui possit dicere: Hoc est meum, nisi princeps«*? La réponse ne se fait pas attendre. Certes, le souverain peut tailler ses sujets et lever des aides en certains cas, en particulier pour la défense du royaume et de la chose publique. Mais il s'entend dire aussitôt *ce qui est mien n'est point votre: peut bien estre que en la justice vous estes souverain et va le ressort à vous, mais en droit demaine vous avez vostre demaine et chascun particulier a le sien*. Jean Juvénal ne se départit jamais de ce point de vue comme l'atteste encore la position qu'il prend, en 1468, à l'occasion des états de Tours. Évoquant alors, sans en donner la référence, ce qu'aurait écrit un de ses contemporains *Exigés et taillés hardiment, tout est vostre*, il récusait hardiment ce qu'il estime être des *parolles de ung tirant non dignes de estre entendues*¹⁴⁷.

Dans ces conditions, il ne saurait être question de décider la levée d'un impôt en invoquant seulement la règle *sic volo, sic jubeo; sic pro ratione, voluntas*. À cet argument s'en ajoute un autre tout aussi péremptoire. Jean Juvénal admet que certains systèmes juridiques (sans préciser lesquels) autorisent effectivement le prince à *prendre ce qui est à son subiect* pour le *proffit de la chose publique*, mais il constate en même temps qu'ils ne peuvent le faire qu'en posant la règle d'après laquelle ce même prince est *pardessus les loys*, ce qui n'est pas admissible comme le démontre par ailleurs avec rigueur l'archevêque de Reims¹⁴⁸.

¹⁴⁵ Cod., VII, 37, 3.

¹⁴⁶ Sur ce point, MOREL, *L'absolutisme français*, p. 425-433.

¹⁴⁷ *La deliberacion faicte à Tours*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, II, p. 443-444.

¹⁴⁸ Sur tous ces points, *Verba mea*, II, p. 270-272.

Défenseur inconditionnel des droits des sujets face à l'impôt, il se fait l'apôtre de l'impôt consenti, alors que les partisans d'un pouvoir royal fort et totalement libre de ses choix en matière fiscale, s'efforcent de faire triompher le système de l'impôt décrété d'autorité. Face à de telles pressions, il n'y a à ses yeux qu'un seul remède, freiner les ambitions fiscales du prince en lui opposant les franchises immémoriales de ses sujets et en le contraignant à négocier la levée de chaque impôt. Sa position est des plus tranchées, *se on vouloit dire que le roy peut mettre sur son peuple charges que on appelle indictum et super indictum pour ses nécessités urgentes, on peut respondre que ceulx de ce royaume sont frans et en possession et saisine, que sans leur consentement on ne le doit point charger; et ne fault comme dit est, que regarder en vostre Chambre des comptes et es ordonnances de vos prédécesseurs et vous le trouverez*¹⁴⁹. C'était tout simplement souhaiter revenir à une pratique régulière de convocation des états pour octroyer le subsidie. Ce rappel à l'ordre se termine par un vibrant plaidoyer en faveur des sujets que le roi doit savoir *garder et conserver [...] et mettre en tel estat qu'ils puissent porter pourfit*. Le pauvre peuple est exsangue constate l'archevêque et *il en a tant que n'en peult*; aussi exhorte-t-il son roi en lui disant: *pensez doncques de le aléger et non mie de le aggraver de charges ainsi que on fait de présent*, faute de quoi il risque de n'être plus qu'un maître ayant *beaucoup affaire* à la tête d'un corps dont les membres ne sont plus sains¹⁵⁰.

C. Le maître affirmé de ses sujets

*La chose publique est comme ung corps compaginé de plusieurs membres dont le roy c'est le chef, les officiers de justice les membres, comme baillis et prévostz les yeulx et oreilles, les sages conseillers le cuer, les chevaliers et nobles les mains et les laboureux et marchans les piez.*¹⁵¹

*Toute personne est subjecte aux puissances du roy comme souverain et très excellent, et à ses officiers comme envoyés de par luy à la loenge des bons et vengeance des mauvaiz. Et pour ce vous, gens d'église, nobles et gens de bonnes villes qui estes cy assemblés, honnorez le roy et le gardés et conservés. Vous y estes tenus, car vous estes ses subjectz.*¹⁵²

*Ung roy a puissance de ses subgetz et sans eulx ne peut comme riens.*¹⁵³

Les longs développements que Jean Juvénal consacre à son souverain seigneur qu'il veut avant tout justicier et législateur, lui paraissent sûrement trop abstraits et les arguments avancés trop techniques pour assurer auprès de l'opinion la position d'un roi qu'il voit encore bien fragile. Utile certes, mais insuffisante, une telle argumentation doit être étayée d'une démonstration plus convain-

¹⁴⁹ Ibid., p. 268.

¹⁵⁰ Ibid., p. 272-273.

¹⁵¹ Ibid., p. 203.

¹⁵² *Tres reverends*, I, p. 83.

¹⁵³ *Verba mea*, II, p. 214.

cante et surtout plus accessible à tous ceux dont le prince veut gagner la sympathie et obtenir l'adhésion. Les convaincre qu'ils font partie d'un vaste corps ne constitue qu'une première démarche (1) en vue de les soumettre à une sujétion toujours plus poussée (2) et porteuse d'un indéfectible soutien (3).

1) Pour toujours mieux camper le portrait d'un roi souverain et maître de ses sujets, l'archevêque de Reims utilise volontiers l'image classique du corps¹⁵⁴. Ce qu'il appelle la *chose publique* et qui à ses yeux n'est autre que *la chose du peuple, du pays et commune*¹⁵⁵, c'est-à-dire le royaume entendu dans son sens le plus large, peut être assimilée à un corps dont le roi est le chef, les officiers de justice les membres, les conseillers le cœur, les chevaliers et les nobles les mains, tandis que laboureurs et marchands en constituent les pieds¹⁵⁶. Cette structure politique ainsi solidement charpentée ne peut se concevoir que placée sous la fêrle du prince qui en est tout à la fois l'élément pensant, agissant et fédérateur. C'était là schéma merveilleusement porteur pour le développement continu, rectiligne et sans faille d'un pouvoir royal en quête d'absolu. En réalité, les évolutions ne sont pas aussi simples. Parfaitement au fait des réalités quotidiennes et conscient des graves difficultés auxquelles est alors confronté le royaume de France, Jean Juvénal sait mettre en garde le souverain en attirant son attention sur tous les maux qui peuvent affecter ce corps politique, le conduire à sa perte et, par là même, paralyser son propre pouvoir dont la recherche de plénitude devient alors chimère. Le constat est sévère qui diagnostique quatre causes susceptibles de le faire *venir à mort*. Et de s'interroger alors pour savoir si *au corps de ce royaume sont point toutes ces quatre maladies*. La première tend à faire que les os – princes du sang et nobles – se séparent du *corps de la chose publique* au lieu d'assumer la fonction qui leur est tout naturellement dévolue, garder le corps du peuple et le défendre. La seconde, qui est perte irréversible du sang, figure un royaume qui se vide lentement de ses richesses en biens immobiliers et mobiliers. Épuisé et ruiné, le pauvre peuple s'en est alors *alé demourer en estrange pais et terres, et est tout ce royaume comme incultivé et non labouré*. La troisième sévit quand le poulx vient à faillir *et que la créature est si foible que nature ne luy peut plus aider*. Or, voici que le royaume est dans cet état, si affaibli qu'il n'en peut plus respirer. Gens d'église, nobles et peuple directement affectés par cette situation de misère ont dû vendre à vil prix tout ce qu'ils avaient pour pouvoir manger et subsister. La quatrième enfin, véritable *signe de mort quant la créature rêve et*

¹⁵⁴ Sur cette image si souvent reprise par les auteurs médiévaux, Jean BARBEY, *La fonction royale. Essence et légitimité d'après Les Tractatus de Jean de Terrevermeille*, Paris 1983, en particulier p. 157-268.

¹⁵⁵ Jean Juvénal ne fait ici que reprendre la définition que donne saint Augustin de la chose publique: *Res publica est res populi, res patrie, res communis*. LEWIS, *Écrits politiques*, II, p. 203, n. 5, donne les références de ces citations: AUGUSTIN, *De civitate*, 2, 21 et 19, 21 et ID., *Epistolae*, 138, 10.

¹⁵⁶ *Verba mea*, II, p. 203.

*ne scet qu'elle dit pour la forte fièvre affecte gravement le royaume en ces jours sombres. Voilà qui contribue à faire des sujets un peuple désespéré et enragé qui ne fait que maudire vous mesmes et ceux qui se dient à vous, et sont comme gens sans raison et sans entendement*¹⁵⁷.

Ce sombre tableau du corps politique qui risque de se déliter à tout instant ne peut être corrigé que si le prince y veille et s'impose véritablement comme en étant la tête. À lui revient d'intervenir en permanence pour maintenir la cohésion et l'unité des composantes de l'ensemble. Jean Juvénal en est si convaincu qu'il voit, dans toute tentative de sédition des princes *réputés les membres et les os de la chose publique*, une atteinte si grave à la majesté royale que le souverain se doit d'intervenir aussitôt pour la sanctionner. Se séparer de la chose publique et résister au roi qui en est le chef, *est chose défendue et prohibée et commettre crisme de leze majesté*¹⁵⁸. Face à tant de risques d'éclatement, chacun attend tout naturellement du roi qu'il apporte paix civile et cohésion sociale. *Et à tout ce, vous povez bien remédier par faire la paix*¹⁵⁹ lui lance-t-on! Une paix qui avait entre autres pour mission de lui permettre d'affirmer sa position de maître incontesté et de placer toutes les composantes de la *chose publique* en situation de sujétion.

2) Aux *bon, vrais et loyaulx subgetz* est constamment rappelé leur devoir d'obéissance¹⁶⁰ à un souverain qui, désormais, joue de moins en moins des règles de la féodalité pour s'imposer. Tout au plus Jean Juvénal les évoque-t-il pour remettre en mémoire des pairs de France qu'ils ne doivent en aucun cas user des *foy, hommage, ressort et souveraineté* réservés au roi¹⁶¹ ou que leurs prédécesseurs évêques ou chapelains, vassaux du roi, avaient coutume de lui faire *foy et hommage lige et serement de féaulté*¹⁶². Ou bien encore pour remettre dans le droit chemin tous ceux qui pourraient oublier que *tout ce qui est en ce royaume est tenu en foy et homaige de luy, ou en fief ou en arrière fief ou en censive* et qu'en raison de cette situation fort ancienne, chacun est tenu de respecter le contrat qui le lie au souverain dont le contenu est évoqué en détail¹⁶³. C'est sans doute à l'occasion des multiples conflits qui émaillent les rapports de la France avec l'Angleterre qu'il est davantage et régulièrement fait appel au carcan juridique de la vassalité afin de justifier les droits du Valois. Ainsi, à l'occasion de la négociation conduite à Calais (1439) est-il suggéré au souverain de n'accepter la paix et la cession de terres qu'à condition que le roi d'Angleterre reconnaisse les tenir du roi de France *en foy et hommage lige, ressort et souveraineté*¹⁶⁴.

¹⁵⁷ Loquar, I, p. 428–430.

¹⁵⁸ La deliberacion, II, p. 438–439.

¹⁵⁹ Loquar, I, p. 430.

¹⁶⁰ Proposicion, dans: LEWIS, Écrits politiques, I, p. 290.

¹⁶¹ Necio, p. 508.

¹⁶² Verba mea, II, p. 186.

¹⁶³ Tres reverends, I, p. 83–84.

¹⁶⁴ Loquar, I, p. 422.

Pour l'archevêque de Reims, là n'est pas l'essentiel qui peut assurer sujétion, soumission, obéissance, amour et loyauté. Autant de termes qui reviennent sans cesse sous la plume de celui qui, sans toujours l'avouer ouvertement, plaide en permanence pour l'affirmation de rapports nouveaux entre le prince et ses sujets. Son succès dépend principalement de leur loyauté dont il précise en termes choisis le contenu: *par trois choses se peut monstrier la loyauté de ung subget envers son prince*. La première est *d'exposer ses corps et biens en son service [...] et congnoistre la foy que on luy doit par loyauté, netecté et pureté de cuer*. La seconde consiste à obéir à ses commandements, tandis que la troisième impose à tous ceux qui veulent la lui témoigner de *souffrir adversités pour luy*. Cette loyauté encore fortement imprégnée de vassalité est désormais toute teintée de souveraineté. Se soumettre aux ordres du roi ne tient plus d'un contrat mais de ce nouveau pouvoir dont dispose désormais le souverain d'édicter des normes et d'en imposer de manière unilatérale application et observation¹⁶⁵. Ce thème de la loyauté émaille en permanence le discours, avec comme une pointe de lassitude, tant elle semble peser à des sujets constamment opprimés dont Jean Juvénal prend parfois le parti. Ne va-t-il pas jusqu'à écrire, *nous vous avons tant et si loyalement servy que nostre arme est humiliée jusques à la pouldre* en évoquant ce *povre et loyal peuple* qui, joyeux de la venue du souverain, lui faisait *ouverture* lors de son entrée dans plusieurs villes d'Île-de-France¹⁶⁶? Et comment ne pas souligner ces reproches à son endroit: *veu que vostre peuple ne voit vostre face et que vous ne faictes faire aucune justice, ilz sont comme désespérés car ilz vous ont loyalement servy, ou bien encore tu as confondu et esbahy le visage de tous tes serviteurs qui t'ont servy si loyalement, et ont mis cuer, corps et biens pour la salvacion de ton âme*¹⁶⁷.

Loyauté ne saurait aller sans amour et obéissance. Cet *amour vraye*, les sujets doivent à tous moments le témoigner à leur roi en montrant qu'ils ne l'oublient point et qu'ils ont *toujours le cuer à lui*¹⁶⁸. Pareille exhortation s'adresse à tous, aussi bien aux *bourgoiz, marchans et habitans de bonnes villes* auxquels il est demandé de *roy amer et honorer*¹⁶⁹ qu'aux *nobles, ducs, comtes, princes, chevaliers et escuiers* qui s'entendent, eux aussi, dire *amez et honnorez le roy de voz personnes en exposant voz cors au fait de roy et de chose publique*¹⁷⁰. Les gens d'église ne sont pas non plus oubliés dans cette invitation permanente à aimer le prince. À eux dont *les principalles armes sont oraisons et pleurs*, il revient de *prier pour l'estat de ce royaume, en espécial pour le roy*

¹⁶⁵ Sur tous ces points, *ibid.*, p. 318–319.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 320–321.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 352–353.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 355.

¹⁶⁹ *Tres reverends*, I, p. 77 et 80.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 87.

qu'ils se doivent aussi d'honorer¹⁷¹. En bref, nul ne saurait se tromper dans la mesure ou le commandement est le même pour tous, à savoir *amer et honnorer le roy Charles nostre souverain seigneur qui à présent est, car il est amé de Dieu*¹⁷². Dans ces conditions, il convient d'agir *tous ensemble en bonne amour et fraternité [...] sans y espergner corps ne biens*¹⁷³.

Cette *bonne et vraie amour, union et subjection* postule obligatoirement l'obéissance. Devoir maintes fois rappelé, il oblige, lui aussi, tous les sujets du royaume auxquels il permet d'imposer bien des contraintes, en particulier dans le domaine fiscal et militaire. Jean Juvénal s'en fait souvent l'écho quand il écrit *moy et mes povres subjets aymerions miex à mourir, et pareillement est-il des autres villes et habitans qui se sont réduis à vostre obéissance, par quoy appert leur grant loyaulté*¹⁷⁴. Le poids ressenti et ouvertement exprimé de cette obéissance contrainte se fait plus lourd encore quand l'évêque de Beauvais s'exprime en ces termes *nous sommes tous les jours mortifiés et fais comme povres brebis simples et débonnaires »propter te*, *pour toy qui es nostre roy et nostre souverain seigneur, pour toy obéir et servir. Car non obstant toutes les tyrannies es dessus dictes qui se font par ceulx qui se dient à toy nous demourons en ton obéissance et te servons, payons taillez, aidez, subsides et obbeyssons à tes officiers, sans aucune contradiccion*¹⁷⁵. Le seuil d'une obéissance voulue se trouvait ainsi franchi. Elle devenait obéissance imposée et requise de la part des sujets dont un pouvoir royal de plus en plus englobant attendait encore davantage.

3) Voilà qui prouve assez combien un indéfectible soutien était attendu par le prince, à chaque instant, de toutes les forces vives du royaume. Pour qu'il fût efficace, il y fallait un contexte bien particulier de paix civile et d'harmonie sociale car *par union et concorde, petites choses crescent et grandes, par discordes, se destruisent*¹⁷⁶. Alors, que chacun se mette à l'œuvre et entende la demande qui lui est faite pour que ce concours si attendu de tous devienne réalité: *soyez fermes, estables et mobiles au service du roy en traveillant et prenant peine pour luy et la chose publique*¹⁷⁷. À ce propos, deux maîtres mots reviennent en permanence qui rythment un discours fait tout à la fois d'exhortation et de résignation: soutenir et supporter.

Jean Juvénal se plaît souvent à rappeler combien *nostre roy, nous l'avons soustenu et nous nous esjouirons en sa santé et salut. Et s'il en y a aucuns qui aient eu aucune sinistre volenté contre luy ou sa querelle, ou lascheté de cou-*

¹⁷¹ Ibid., p. 85–86.

¹⁷² Ibid., p. 80.

¹⁷³ Ibid., p. 90.

¹⁷⁴ *Loguar*, I, p. 317.

¹⁷⁵ Ibid., p. 312.

¹⁷⁶ *Tres reverends*, I, p. 70–71.

¹⁷⁷ *Nescio*, I, p. 466.

*rage de ne luy vouloir aidier, délaissent tout et luy aident à toute puissance*¹⁷⁸. Il faut impérativement que toutes les divisions cessent dans le royaume, que tous rejettent *envies et haynes particulières et que chascun pense au bien du roy et de la chose publique* pour enfin entendre cet appel: *besongnez en armes et autrement virilement, confortez vostre ceur et soustenez le seigneur, c'est assavoir le roy et sa querelle, délaissez tous les vices et prenez les vertuz que nobles doivent avoir*¹⁷⁹. Un seul mot consigne paraît alors être à l'ordre du jour: *debetis sustinere dominum!*¹⁸⁰ Mais jusqu'où et à quel prix? Jean Juvénal ne fixe à cette obligation impérative de soutien au souverain aucune limite car *quelque chose que il veuille faire, nous le devons endurer et supporter et tenir ferme et estable, voire supposé qu'il semblast dur et desraisonnable, nam quod principi placuit legis habet vigorem*¹⁸¹.

C'était une nouvelle fois affirmer la puissance du prince dans une vision qui se voulait avant tout pratique d'une souveraineté retrouvée. Moins enclin à emboîter le pas des grands principes dont il connaît les limites que soucieux d'efficacité, Jean Juvénal préfère s'adresser directement à la base pour l'exhorter à se ranger derrière un roi dont le pouvoir se reconstruit lentement dans les esprits et dans les faits. Ce souverain seigneur qui reconquiert progressivement ses prérogatives doit être placé au centre du jeu politique pour que chacun lui apporte un soutien sans condition, même s'il implique une soumission trop rigide et une abnégation de tous les instants. Il est alors davantage fait appel à la morale, à la sensibilité et au sens du devoir qu'au droit et au politique pour fonder le pouvoir sur un nouvel ordre épris d'autorité, de contrôle et d'absolu. L'amour inconditionnel du prince, l'obéissance volontaire à la loi et le culte de tous les instants à la chose publique doivent l'emporter sur l'intimidation, la peur et la contrainte qu'imposerait un pouvoir qui s'exercerait sans limites.

III. Modération de la puissance

*Tout homme qui est chef en une chose publique
se il fait son devoir ne peut estre de tous aimé.*¹⁸²

Voilà qui vaut à la fois avertissement et invite. Avertissement car tout prince qui se limite strictement à remplir ses obligations doit savoir que c'est déjà là motif à ne pas être aimé de tous ses sujets. Invite surtout faite au souverain à

¹⁷⁸ *Tres reverends*, I, p. 82.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 72–73.

¹⁸⁰ *Nescio*, I, p. 483.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 483.

¹⁸² *Ibid.*, p. 476.

ne pas outrepasser ses pouvoirs, ce qui risquerait de le transformer en roi haï de tous. En s'adossant à ces principes, Jean Juvénal retrouve le chemin de ceux qui naguère, comme Nicole Oresme, se posaient en farouches défenseurs de l'exercice d'une *potestas* modérée. Sur bien des points, il lui emboîte le pas. Apôtre certes d'une souveraineté entière reconstruite en faveur du souverain, il sait tout autant qu'elle ne peut encore lui permettre de donner toute sa mesure dans une France déchirée et en proie au doute. Ainsi, la voie de la modération s'impose et l'heure n'a pas sonné d'un pouvoir qui ne saurait agir sans conseil (A), sans prendre le pouls du pays par le biais des états (B) et emprunter la voie tranquille de la réforme réclamée de toutes parts (C).

A. La sagesse du conseil

*Dieu vous a donné sens et entendement à ouyr les oppinions de vos conseilliers et considérer de quelle affection ilz parlent.*¹⁸³

Le ton est donné. C'est de la nature divine même du pouvoir que procède l'obligation de conseil et *c'est ung grant bien a ung roy que de avoir conseil*¹⁸⁴. La cause est entendue. Néanmoins, s'adressant à son frère Guillaume alors chancelier et au roi lui-même, Jean Juvénal croit utile ce rappel pressant: *le roy et vous devez bien adviser quels conseilliers vous appelez au conseil ou matières se traitent touchant tout ce royaume*¹⁸⁵. Il sait se montrer plus incisif encore à l'endroit du seul souverain en lui disant *ne crees pas tousjours vos oppinions ou ymaginacions singulières, et quoy que ce soit ayez avant l'opinion et le conseil d'autres*¹⁸⁶, ou bien encore *pour faire loys et ordonnances en justice [...] il fault que ayez conseil et c'est aussi grant descharge pour vostre arme et honneur* et enfin, *ceulx qui longuement veullent estre roys et seigneurs se aident de l'aide et conseil de leurs subgetz, en suadant tousjours bien*¹⁸⁷. Autant de mises en garde et d'exhortations que l'archevêque de Reims finit par ériger en principe de gouvernement qu'il veut universellement valable: *et n'est pas possible que une chose publique se puisse bien gouverner se le prince n'a bon conseil*¹⁸⁸. Cette insistance à rappeler ce qu'il présente comme une véritable obligation de gouvernement permet de comprendre les développements substan-

¹⁸³ *Verba mea*, II, p. 319.

¹⁸⁴ *Nescio*, I, p. 460.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 454.

¹⁸⁶ *Verba mea*, II, p. 207.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 309. Dans le même sens: *devez avoir et tout prince conseil*, *ibid.*, p. 311. Ou bien encore: *Et n'est doute que demander conseil est sainte chose* et aussi *C'est ung grant bien a ung roy que de avoir bon conseil*, *Nescio*, I, p. 459-460.

¹⁸⁸ *Verba mea*, II, p. 312.

tiels qu'il consacre au conseil tout au long de ses écrits¹⁸⁹. Ils mériteraient un examen particulier. Qu'il suffise d'en évoquer les grandes lignes.

En tout premier lieu, il s'attache à répertorier par le menu et principalement en fonction de leurs options politiques, les catégories d'hommes suffisamment capables et influents pour entrer au conseil. Il en distingue trois. Tout d'abord, ceux qui ont toujours tenu le parti du roi sans jamais fléchir ni abandonner leurs terres et seigneuries et que, pour cette raison, on peut sans hésiter *nommer bons et loyaux français*. Ensuite, ceux qui ont pris le parti du duc de Bourgogne au lendemain de l'assassinat de Jean sans Peur, mais qui *n'avoient aucune amour aux Anglois, si non en tant qu'ilz s'en aidoyent* et qui, depuis la paix signée, font preuve de *bon et loyal courage* envers le roi. Ceux qui, enfin, *se sont montrez tenus en courage et aultrement vrais et parfaits Anglois, plus à peine que les Anglois natifs d'Angleterre* et qui seraient toujours dans les mêmes dispositions s'ils n'avaient craint confiscation complète de leurs biens. Les premiers doivent, sans le moindre doute, être appelés au conseil car on ne saurait imaginer un seul instant que des sujets aussi loyaux puissent fléchir. Quant aux seconds, ils peuvent aussi y entrer, tant leur soumission, spontanée et volontaire, permet de les *réputer bons, vrais et loyaux*. De ceux qui ont trahi, on ne peut vraiment rien espérer et il convient de les exclure tant *ils pourroient faire ung si grand mal au roy que on ne le sauroit amender*¹⁹⁰. Banales certes, ces considérations n'en témoignent pas moins d'une capacité absolue reconnue au roi d'appeler au conseil qui il veut, quand il le souhaite et comme il l'entend.

Maître à part entière de sa composition, c'est à lui aussi que revient de déterminer les qualités requises de ceux qui prétendent pouvoir siéger à ses côtés. Les critères retenus sont si nombreux qu'à les réunir, ils figurent, dans ses moindres contours, le portrait du parfait conseiller. Jean Juvénal s'y attarde longuement, tout en les résumant en une formule décapante. À ses yeux, les *conseillers doivent estre netz et purs, plains de vertus, de bonnes meurs et de expérience, et de tous vices maculés et estrangés*¹⁹¹. Il se prend ensuite à les détailler quelque peu en montrant que trois lots de qualités fondamentales sont indispensables à qui veut conseiller le roi. Les premières valent à tout bon conseiller la sagesse que vient renforcer l'amour du salut de son âme et de son honneur. C'est dire qu'une telle exigence postule que le roi puisse exclure du conseil tous ceux *qui sont renommmez d'estre putiez, ribaulx, plains d'orgueil, de gloutonnie et de vices* et qui ne prennent plaisir qu'à boire et manger *en parlant ou grant deshonneur du roy*. Le second florilège de qualités qui caractérise le bon conseiller *c'est justice en soy et vérité ferme et estable, sans adulation, flaterie ou mutacion* ce qui doit lui permettre de rendre une *justice de plonb* et de savoir attendre le moment favorable pour contredire le roi qui au-

¹⁸⁹ En particulier dans *Verba mea*, II, p. 309–310 et dans *Nescio*, I, p. 451–452.

¹⁹⁰ Ibid., I, p. 455–457.

¹⁹¹ *Verba mea*, II, p. 316 et *Nescio*, I, p. 461.

rait pris une décision qui ne paraîtrait pas raisonnable. Avant d'en arriver là, il convient de patienter *jusques ad ce que il ait rongié son frain* et qu'ait pu être trouvé un *expédient mitigué ou adoulcissé son ymaginacion*. Dans ces conditions même, les conseillers les plus avisés ne sauraient s'inscrire en faux à l'encontre d'une décision souveraine dont Jean Juvénal dessine parfaitement le présent et imagine avec acribie un avenir porteur pour le prince législateur. Dépositaire d'une vérité ferme et stable qu'il doit dire en toutes situations, le bon conseiller ne saurait parler *au plaisir de celluy que on conseille*, *sed secundum rei veritatem*. Hélas, il n'en va pas toujours ainsi tant on use trop souvent du beau parler et tant il y a d'hommes d'armes et autres qui *mettent entente toute et ymaginacion à bien prononcer leurs parolles, mieulx à paine que ung avocat, en conseillant par une manière de flatterye, en cuidant plus complaires que conseiller*. Tout au contraire, le bon conseiller se doit d'être stable et constant dans ses opinions *sans tituber ou varier en justice et raison, en servant le roy et la chose publique*. Mais cela ne signifie pas pour autant *que aucunesfoys il ne fault pas estre si constant et ferme que on ne mue bien son opinion, voire en mieulx, car »sapiensis est mutare consilium in melius*. Il est enfin une troisième série de qualités requises de ceux qui prétendent pouvoir conseiller au mieux le roi. C'est d'avoir une longue expérience acquise au service de la chose publique au terme d'une fréquentation suivie des cours et tribunaux, des avocats et des juges. Elle seule peut permettre à un conseiller chevronné de savoir revenir sur une *opinion ou ymaginacion* qu'il croyait pourtant bien fondée. Elle seule aussi est apte à en faire un véritable expert capable de dire la vérité et de prendre la décision juste¹⁹².

Tant de qualités requises impliquent obligatoirement que les choix se portent sur des *gens aagez, sages et expérimentez*¹⁹³ dans la mesure où on peut douter qu'*ung josne d'aage sauroit concepvoir les choses dessudictes, car un vieil homme y auroit assez affaire*¹⁹⁴. Et voilà que la chasse est ouverte à ces *jeunes gens ignorans [...] sans sapience, prudence, justice ne raison ne expérience* qui souvent disent *leur opinion en une manière de hativité, courroux, ire et cruelté, là où il deussent conseiller miséricorde*¹⁹⁵.

Occasion était ainsi donnée pour dénoncer tous les abus à éviter au conseil et y mieux assurer l'autorité du roi. Le premier est l'*activeté* qui fait de certains membres du conseil des conseillers parfois *si hastifs que ilz veulent dire leur opinion avant que on leur demande* et interrompent constamment leurs

¹⁹² Sur tous ces développements autour des qualités du bon conseiller, *Nescio*, I, p. 460–468, ainsi que *Verba mea*, II, p. 316–317.

¹⁹³ *Nescio*, I, p. 468.

¹⁹⁴ *Verba mea*, II, p. 314.

¹⁹⁵ *Nescio*, I, p. 454. Pour parfaire ce tableau, Jean Juvénal ajoute que certains de ces jeunes au conseil *caquetoient et parloient et ne ne entendoient aux matières que on tractoit, qui estoit une grant irrision, et dont on deust faire punicion*, *ibid.*, p. 454–455.

interlocuteurs avant même de penser à ce qu'ils vont dire. De telles précipitations sont à blâmer et doivent être sérieusement réprimées. Le second excès à proscrire impérativement *c'est cruelle opinion ou tendant à crudelité* dont Jean Juvénal dit vouloir taire le contenu tant il est déshonorant pour leurs auteurs. Ce ne serait que *réciter vices de princes* alors que ceux d'entre eux qui sont appelés au conseil ont pour mission première de faire en sorte que le roi soit *piteux et misericors [...] clément et non cruel*. Troisième travers enfin dans lequel il convient de ne point tomber, conseiller *par ire, hayne ou courroux*. Il y a là autant d'obstacles à cerner sereinement la vérité, ce qui risque de faire aller les choses hors de raison¹⁹⁶.

Or, dans l'esprit de l'archevêque de Reims, il convenait avant tout de retrouver la voie de la raison par le biais du conseil. Un conseil dont la pratique par le roi lui paraissait indispensable, mais à condition qu'il ne fût pas un obstacle à sa liberté de décision. Un conseil dont devaient en définitive être écartés tous ceux qui risquaient de lui faire ombrage, de ne point s'y comporter en dignes conseillers, ou de contrer la mise en œuvre de son dessein politique qu'il convenait ensuite de faire accepter au pays.

B. La consultation nécessaire des états

*Vous devez assembler voz trois estas en vostre ville de Paris, capital de vostre royaume, pour avoir advis de trouver les moiens de remectre vostre royaume sus.*¹⁹⁷

Voilà qui dit assez l'attachement profond de Jean Juvénal à une consultation régulière des états, au moins à l'échelle du royaume. Conception aussi solennellement et souvent affichée qu'elle est en permanence battue en brèche dans la pratique. Réalité tenace à laquelle – dépit – il doit toujours se ranger. Qu'il en soit immédiatement pris acte, tellement est profond le fossé entre un discours incantatoire et ses retombées peu porteuses. Que la détermination soit résolue, nul n'en peut douter. Il n'est que de lire, pour s'en persuader, ce qu'écrit à ce propos l'habile polémiste dans son projet d'ordonnance de réforme: *se le roy veult avoir aide du peuple et traiter de paix ou de guerre, que il appelle bien et notablement des trois estas*¹⁹⁸. Et il se plaît aussi à rappeler très souvent à Charles VII combien ses prédécesseurs ont accoustumé, quant ilz avaient affaire pour la guerre, ilz faisoient assembler les trois estas, en demandant aux gens d'esglise, nobles et commun peuple que ilz feussent vers eulx en quelque bonne ville et y venoient. Mieux encore constate l'archevêque en 1452, *vous mesmes l'avés tousjours fait jusques ad ce que vous avez veu ed congneu que Dieu et fortune [...] vous avoient aidé tellement que vous vous sen-*

¹⁹⁶ Sur tous ces points, *Nescio*, I, p. 468–472.

¹⁹⁷ *Loquar*, I, p. 435.

¹⁹⁸ *Nescio*, I, p. 551.

*ties comme au dessus*¹⁹⁹. Allusion directe et nostalgique, résignée aussi, à un temps révolu où, jusqu'au tournant des années 1440, le souverain avait assez régulièrement convoqué les états²⁰⁰. Dès ce moment-là déjà, en rédigeant son épître *Loquar in tribulatione* à l'occasion de la réunion des états réunis à Orléans en 1439, Jean Juvénal se plaît à évoquer, en forme de regret parce que leur rythme n'est plus, toutes les réunions passées. Et de rappeler à son roi *vous savez que par plusieurs fois et en divers lieux de vostre royaume vous avez fait assembler vos trois estas avant vostre sacre*. Qu'ont-ils fait alors? Ils l'ont instruit des *tirannies et oppressions cruelles* dont souffrait son peuple. Et qu'a-t-il fait en conséquence? Il a promis d'y mettre remède en leur demandant, dans ce dessein, de lui octroyer *aides d'argent*. Ce qu'ils ont fait volontiers. Et elles furent effectivement levées, mais rien ne s'en est suivi, sinon que l'argent ainsi réuni *estoit exposé en bourses particulières*. Pis encore. Alors que l'année passée (1438), *vous aviez ordonné à tenir voz trois estas en la ville capital de vostre royaulme, c'est assavoir Paris pour le fait de la paix* et que les sujets étaient tous *joyeux* de s'y rendre, ils ont été aussitôt convoqués à Orléans. *Moult vexés et traveillez* par de longues marches, ils s'y rendirent néanmoins pour y jouir à peine de la présence du roi *seulement à l'entrée, c'est assavoir à faire la proposicion et à l'issue à faire la responce*; dès qu'on entra en *vostre chambre pour y vous faire aucunes requestes, vous vous boutiez en un petit retrait et fermoit on l'uys afin que on ne parlast à vous*. *Que n'avez vous esté présent à ouir débatre la matière de ceste paix qui si grandement vous touche et ouir les oppinions alors que votre aïeul le roi Charles, si présent à l'occasion de ces réunions, voulait tout ouir et savoir*, s'intéressait à chacun et leur demandait de leur *estat et de leurs villes et pais*?

Or voilà que le roi fait *tout le contraire*. Il se cache en ses châteaux sans se *monster et ouir les plaintes*, se contentant de donner, en réponse, simple *confort verbal sans aucun effect*. Bien d'autres faits semblables sont directement rappelés à un souverain peu enclin à se souvenir. La session des états de Chinon, par exemple, en *l'an 1430 environ* (1428), au cours de laquelle un notable de Senlis attira l'attention du roi sur *les maux et tirannies que souffroit vostre peuple* et que ses gens jugèrent fou en demandant qu'il soit jeté à la rivière. Et que dire de la rencontre d'Amboise de 1422, sinon qu'aux plaintes déposées *sont encore les provisions à venir* et que ceux qui les ont formulées n'ont eu que *responses verbales, illusoires et derrisoires et non effectuelles*²⁰¹?

¹⁹⁹ *Verba mea*, II, p. 268. La même constatation revient peu après: *or est ainsi que de tout le tems de vos prédécesseurs et de vous, si non depuis aucuns temps en ça, on a accoustumé de appeler les trois estas, et en tant que ne l'avez fait ce n'est pas selon l'usage ancien*, *ibid.*, p. 276.

²⁰⁰ Sur le rythme de ces réunions et leur chronologie, Peter Shervey LEWIS, *La France à la fin du Moyen Âge. La société politique*, traduit de l'anglais par C. YELNICK, Paris 1968, p. 490-493.

²⁰¹ Sur tous ces points, *Verba mea*, II, p. 320-325.

Il y avait là remise en cause et critique directe de ce qui pouvait apparaître comme un absolutisme naissant que Jean Juvénal dénonce sans détour, même s'il souhaite préserver les acquis d'une souveraineté péniblement restaurée. Ce qu'il veut avant tout, c'est en modérer la puissance et en tempérer l'exercice par un dialogue équilibré avec les états. Sur ce point, il ne saurait y avoir de doute, tandis que le lecteur s'interroge sur les propositions concrètes qu'il avance en ce sens. Elles sont bien minces et rejoignent, pour l'essentiel, les lieux communs de la littérature politique du temps.

Qu'il faille réunir régulièrement les états pour *savoir et enquérir de toutes les doléances et complaints que voudront faire*²⁰², la cause était entendue depuis longtemps et la pratique en était bien connue. Que ce soit principalement pour imposer au peuple *charges que on appelle »indictum et superindictum« pour nécessités urgentes*²⁰³, la procédure était devenue bien classique depuis au moins le règne de Philippe VI. Et que les sujets de ce royaume fussent *frans et en possession et saisine que sans leur consentement on ne le doit point charger*²⁰⁴, tant Jean le Bon que Charles V ou Charles VI en avaient souvent fait la malheureuse expérience. Marteler à l'envi cette règle connue de tous, s'indigner à constater qu'*une moult merveilleuse et périlleuse taille ait pu être levée sans le consentement des états et prévoir dans le projet proposé d'ordonnance de réforme que si le roy veult avoir aide du peuple [...] que il appelle bien et notablement des trois estats, car en telles manières on doit bien appeler ceulx qui y ont intéretz*²⁰⁵, n'était que ressasser sans même l'énoncer le vieux *Quod omnes tangit ab omnibus approbari debet* sur lequel canonistes et civilistes dissertaient depuis des lustres et dont certains politistes, peu enclins à la montée précoce d'un pouvoir royal en quête d'absolu, s'étaient péniblement approprié le devenir²⁰⁶. Écrire enfin *que le roy du consentement du peuple de tout le royaume [...] peut exiger ce que les états lui auront octroyé, même si les plus influents seigneurs s'y opposent et soutenir que ces mêmes seigneurs ne peuvent, du consentement mesme de leurs subgetz mettre taille, aides ou tributs*, c'était nier une réalité que Jean Juvénal connaissait fort bien, mais que de toute évidence il préférerait ignorer²⁰⁷.

Aucune pensée originale, on le voit, ne se dégage de cette réflexion – ou mieux de cette énumération à rebours – des rapports que le souverain se doit d'entretenir avec les états en matière fiscale. À la théorie alors presque bicen-

²⁰² Ibid., p. 403.

²⁰³ Ibid., p. 268.

²⁰⁴ Ibid.

²⁰⁵ Nescio, I, p. 551.

²⁰⁶ Sur ce principe la littérature est considérable. Pour l'essentiel: Yves CONGAR, *Quod omnes tangit ab omnibus tractari et approbari debet*, dans: Revue historique de droit français et étranger 36 (1968), p. 210–259, et pour une mise au point récente André GOURON, Aux origines médiévales de la formule *Quod omnes tangit*, dans: HAROUEL (dir.), Histoire du droit social, p. 277–286.

²⁰⁷ *Verba mea*, II, p. 268–269.

tenaire de l'obligation faite au roi de convoquer les états en vue d'obtenir leur consentement à l'impôt, s'oppose une pratique contraire qui tend chaque jour davantage au cantonnement de leur compétence en ce domaine. En dépit de ses efforts à remettre en avant cette vieille règle et de sa constance à toujours vouloir contraindre un roi qui tend de plus en plus à faire de la fiscalité sa chose, il ne parvient pas à endiguer les effets dévastateurs de cet absolutisme rampant qui s'immisce, de manière aussi sûre que subreptice, dans les relations complexes que le souverain entretient avec ses états dans le domaine de la fiscalité. Ils lui servaient davantage à *amadouer le peuple au préalable* qu'à en faire un instrument de libéralisation d'un système monarchique constamment en quête d'autorité²⁰⁸.

S'il y avait un secteur dans lequel l'archevêque de Reims aurait pu freiner quelque peu ce tout royal, c'était bien celui de la fiscalité. Le reste est peu de choses. Certes, en cette période de guerre, de négociations permanentes et de traités toujours en discussion, il n'est pas négligeable d'affirmer le rôle des états et d'en faire, sinon des agents de la diplomatie, à tout le moins des partenaires. Bien sûr, mais le lecteur peine quelque peu à recenser en ce domaine des occurrences qui laisseraient à penser que Jean Juvénal est un partisan convaincu et inconditionnel du droit des états à intervenir de manière franche aussi souvent que des questions diplomatiques sont en jeu. Il en relève néanmoins quelques-unes. Mais sont-elles assez significatives et probantes? Le souhait formulé dès les premières pages de l'épître *Loquar* est si convenu et si vague qu'on ne saurait répondre par l'affirmative. Que conclure en effet de ce *toutevoye pacience est nécessaire, en ayant espérance que Dieu nous inspirera à ceste assemblée à conseiller le roi à paix ou à guerre*²⁰⁹? Et que penser du vœu exprimé en forme de conclusion à propos de la paix à conclure avec les Anglais: *je conclus selon mon pauvre entendement que devez entendre à ce traictié de paix et que de ce fait vous devez assembler vos trois estas en vostre ville de Paris pour [...] trouver expédiens en toutes les doubtes qui peuvent sourvenir*²¹⁰? Vœu mal exaucé sans doute et qui dut être repris quelque six ans plus tard dans *Nescio loqui*. À ceux qui *se esmerveillèrent [...] que ceux qui sont près du roy ne ont conseillé que avant que on procedast si avant a trèves ne à faire paix, que on eust assemblé les trois estas pour eux consentir et que ou temps passé les roys le souloient ainsi faire*, Jean Juvénal répond que à Orléans aux trois estas il fut conclud que on entendroit à paix et que de nouvel ne faloit ja les assembler²¹¹. Voilà qui permet de juger de la force

²⁰⁸ Sur le rôle joué par les états en cette période charnière, Peter Shervey LEWIS, Pourquoi aurait-on voulu réunir des états généraux, en France, à la fin du Moyen Âge?, dans: Joël BLANCHARD (dir.), Représentation, pouvoir et royauté à la fin du Moyen Âge, Actes du colloque organisé par l'université du Maine les 25 et 26 mars 1994, Paris 1995, en particulier p. 120-121.

²⁰⁹ *Loquar*, I, p. 304-305.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 435.

²¹¹ *Nescio*, I, p. 525.

de ses convictions pour ce qui touche au rôle diplomatique des états! Tout au plus est-il envisageable de les appeler à ratifier la cession d'une partie du domaine ou des droits y afférant, comme cela aurait pu se produire si le roi de Navarre avait été jadis en mesure de transférer, au bénéfice du roi d'Angleterre, les droits qu'il prétendait alors avoir sur le royaume de France. Cela aurait été *manière de contract qui ne se pourroit parfaire sans le consentement de ceulx qui y ont ou avoient intérêt, c'est asçavoir de tous les trois estas du royaulme de France*²¹².

Autant de données qui, les unes comme les autres, laissent à penser que Jean Juvénal demeurait bien pour l'essentiel un partisan convaincu et sincère du rôle des états. Il voyait effectivement en eux des relais efficaces entre le prince et le pays, des modérateurs aussi d'une vie politique dont il redoutait que le prince et son entourage ne devinssent le centre exclusif. La réalité est tout autre en cette France du milieu du XV^e siècle où reconstruction et renouveau qui s'annoncent passent inévitablement par un centralisme toujours plus englobant d'une périphérie dont les états, qui en étaient le vivant symbole, se trouvaient quelque peu mis en retrait. Au moins pour un temps. De cette situation résultait un blocage grandissant du dialogue. Et ce que les états perdaient en efficacité, la royauté le gagnait en compétences. Cette évolution était particulièrement sensible dans le domaine de la législation et de la fiscalité qui devenaient, l'une et l'autre, de plus en plus la chose d'un roi, qu'à défaut de pouvoir contraindre à dialoguer, il fallait convaincre de réformer.

C. La voie de la réforme

*Et est chose nécessaire, que qui se vouldra réformer, de regarder et considérer les faultez horribles et détestables delitz que on a veu faire et commectre par aucuns en ce royaulme.*²¹³

C'est surtout dans l'épître qu'il avait préparée à l'adresse des états de Tours en 1433, et où elle ne fut jamais lue, que Jean Juvénal aborde le thème de la réforme²¹⁴. *Veuillez vous réformer, en prouvant et monstrant par réelle exécution quelle est la voulanté de Dieu* projetait-il de lancer à leurs députés. Dans

²¹² JUVÉNAL DES URSINS, *Tres crestien*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques*, II, p. 52.

²¹³ *Tres reverends*, I, p. 56.

²¹⁴ Sur ce thème: Raymond CAZELLES, Une exigence de l'opinion depuis saint Louis: la réformation du royaume, dans: *Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France*, années 1962-1963, p. 90-99; Claude GAUVARD, Ordonnance de réforme et pouvoir législatif en France au XIV^e siècle (1303-1413), dans: André GOURON, Albert RIGAUDIÈRE (dir.), *Rennaissance du pouvoir législatif et genèse de l'État*, Montpellier 1988, p. 89-98; Philippe CONTAMINE, Le vocabulaire politique en France à la fin du Moyen Âge: l'idée de réformation, dans: Jean-Philippe GENET, Bernard VINCENT (dir.), *État et Église dans la genèse de l'État moderne*, Actes du Colloque organisé par le CNRS et la Casa de Velazquez à Madrid, 30 nov. et 1^{er} déc. 1984, Madrid 1986, p. 144-156; Jacques KRYNEN, *L'Empire du roi. Idées et croyances politiques en France. XIII^e-XV^e siècle*, Paris 1993, p. 419-455.

son esprit, les états doivent en permanence aider le souverain dans son entreprise de réforme dont il demeure, en définitive, le seul comptable par le biais de ses ordonnances. Elle doit donc être l'œuvre de tous, chacun étant appelé pour la mener à bien, à se ranger derrière la volonté de Dieu et à recenser au préalable tous les manquements à la religion, au droit, à la morale et à la chose publique dont une liste aussi détaillée que terrifiante est donnée. Elle constitue un des tableaux les plus noirs de la France de ces années-là. Les choses y *ont esté tellement depuis trente ans [...] si mal gouvernées que ce royaume en est destruit et dépeuplé [...] et que aucun remède n'a esté mis aux choses dessus dictes*. C'en était trop pour qu'un nouveau et vibrant appel à la réforme ne fût lancé *»reformemini ergo in novitate sensus vestric: réformés vous et [...] y mectés remede*, non sans avoir en permanence présent à l'esprit le bon conseil de saint Pierre, *craignez et doubtés Dieu, servez et honnorés le roi nostre souverain*²¹⁵. Après cette exhortation générale, chacun des états est invité à se prendre en main, à procéder à sa propre réforme et à aider inconditionnellement le roi à conduire celle du royaume. Aux nobles, ducs, comtes, chevaliers, et écuyers, il est demandé de retrouver toute la noblesse qu'ils tiennent de leurs devanciers et à renoncer à ce que fut *le mauvais gouvernement des nobles*. Aux bourgeois, marchands et habitants de bonnes villes qui auraient quelque chose à se reprocher, il est fortement conseillé de vendre leurs *marchandises bien et loyalement, sans excessivement gagner [...] sans grans convoitise ou avarice* et de ne point *prester à usure en plusieurs et diverses manières*, tandis que les gens d'église sont incités à prier pour le roi, ses sujets et le royaume. Alors, si chacun se plie à ces injonctions et s'il y a *bonne union et concorde*, le royaume pourra se restaurer²¹⁶. Tous derrière le souverain pour la réforme, n'était-ce pas vouloir faire de lui, une nouvelle fois, le maître incontesté de tous et celui par lequel passait le salut de chacun?

Cette réformation générale, que Jean Juvénal appelait si fortement de ses vœux et à laquelle chacun était convié à participer, devait effectivement être obligatoirement conduite par le souverain. C'est de lui, qu'il attend un véritable renouveau. Après lui avoir décrit tous les maux du royaume, car un médecin ne saurait *bien mettre remede aux maladies* s'il ne les connaît, il conviendra de concevoir pour lui *une manière de provision par ordonnances royaulx et remettre tout sus, »reformando et cogitando que sit voluntas Dei*²¹⁷. Ce dessein, qui lui tient véritablement à cœur, ne le quitte jamais au point qu'il termine l'épître *Nescio loqui* qu'il adresse en 1445 à son frère Guillaume, alors

²¹⁵ *Tres reverends*, I, p. 56–62.

²¹⁶ Sur tous ces points, *ibid.*, p. 67–85.

²¹⁷ *Nescio*, I, p. 483.

nommé chancelier de France, par un long projet de réformation du royaume en *manière de ordonnance royal*²¹⁸.

Ce texte qui résume en forme de proposition toute la pensée polémique de Jean Juvénal est d'un grand intérêt, même s'il a été souligné qu'il était en bien des points une somme de lieux communs²¹⁹ et qu'il ne faisait bien souvent que reprendre la plupart des thèmes abordés par la grande ordonnance de réformation de 1413²²⁰, sans réellement préparer celle de 1454²²¹. Voilà qui n'est qu'en partie exact et qui relègue quelque peu dans l'ombre le rôle cardinal que Jean Juvénal souhaite voir jouer au souverain, par l'intermédiaire de son chancelier, dans le processus de réformation du royaume. Il y a là un élément essentiel qui permet de mieux saisir l'apport de sa réflexion au développement d'une assise toujours plus forte de la *potestas* royale. Riche de ses quelque 63 articles, ce projet ne saurait être examiné dans le détail. L'essentiel n'est que d'en retenir les seules idées qui, d'une manière ou d'une autre, ont pu contribuer à l'enracinement de certaines pratiques absolutistes, même s'il est des données de ce texte qui s'inscrivent en faux contre une telle évolution.

Que Jean Juvénal n'innove guère et reprenne souvent les poncifs accumulés par le mouvement réformateur depuis saint Louis, la chose est entendue. Les trois grands thèmes qui ont de tout temps contribué à façonner l'esprit de réforme dominant en permanence son projet. Réformer l'Église d'abord et faire en sorte que de nouveaux rapports se nouent avec le pouvoir temporel, voilà bien la démarche prioritaire à laquelle Jean Juvénal consacre près du tiers de son texte (les seize premiers articles et quelques autres). Toutes les grandes questions de l'heure, si largement débattues tout au long de l'œuvre, y sont évoquées avec des ébauches de solution: grâces expectatives, collation des bénéfices, régale, juridiction ecclésiastique et fiscalité sur les clercs ne figurent que les principaux points abordés. Réformer la justice et le monde judiciaire ensuite, telle doit être la seconde tâche du monarque réformateur (principalement articles 17 à 35). Ici encore, le maître à penser donne le sentiment qu'il baigne dans la routine, traitant tout à fois et sans beaucoup d'imagination des réformes de fond à entreprendre au sein des grandes institutions judiciaires, de la procédure ou des rapports de la juridiction laïque avec les tribunaux d'église. Réformer l'administration et remettre dans le droit chemin ses agents constitue obligatoirement le troisième grand chantier du souverain s'il veut attacher son nom à la réforme (en particulier articles 35 à 40 et nombreux au-

²¹⁸ Ibid., p. 536–551. Ce texte est composé de 63 articles qui ne sont pas numérotés. Un numéro leur est cependant affecté pour la commodité de la suite de l'exposé.

²¹⁹ LEWIS, *Écrits politiques*, III, en particulier p. 84 et 131–132.

²²⁰ Alfred COVILLE, *L'ordonnance cabochienne* (26–27 mai 1413), Paris 1888.

²²¹ Françoise AUTRAND, *Rétablir l'État: l'année 1454 au Parlement*, dans: *La reconstruction après la guerre de Cent ans* (Actes du 104^e Congrès des sociétés savantes, Philologie et histoire jusqu'à 1610, Bordeaux 1979, t. I), Paris 1981, p. 7–23.

tres). Ici, à nouveau, le lecteur n'est rien moins qu'invité à retrouver ce que fut l'ambiance réformatrice du beau XIII^e siècle: des agents trop nombreux, qui commettent trop d'exactions, qui résident trop peu, qui sont mal recrutés et qui coûtent fort cher à la chose publique. Il faut donc réduire leur nombre, substituer l'élection à la nomination directe par le souverain, mieux les former et ne les rémunérer qu'en fonction de leur travail effectif. Outre ces trois grands pôles de réformation, Jean Juvénal s'attache aussi à évoquer les thèmes qui, de tout temps, furent emblématiques de cette politique, tout comme des ordonnances somptuaires: la morale, la discipline du corps et de l'esprit, l'économie bonne et loyale²²².

À s'en tenir à ce constat de surface et à ne juger qu'à l'aune de ces clichés récurrents, admettre que Jean Juvénal n'innove guère serait parfaitement admissible. En réalité, il convient de le lire entre les lignes. Alors, bien des éléments permettent de constater que ce projet se veut particulièrement porteur pour un souverain en quête d'une *potestas plena* annonciatrice d'absolutisme. Plus que la réforme en elle-même, c'est la réforme par le souverain et pour le souverain que souhaite Jean Juvénal. Au milieu de ses longues propositions avancées pour réformer l'Église – souvent banales – se profile tout un gallicanisme insidieux propre à placer le souverain moins en arbitre qu'en maître dans les rapports que l'Église de France entretient avec le Saint-Siège. Voilà qu'il reconnaît au roi pouvoir d'assembler ses prélats en vue de régler les questions pendantes en matière de grâces expectatives et ainsi *on trouveroit manières comme ses serviteurs capables seront pourveux*. Et voici un roi qui, face à des gens d'Église qui ne se comportent pas comme ils le devraient, les remet dans le droit chemin *en executant les décrets de Basle confirmés par la Pragmatique*²²³. Or, qui dit application des textes, dit aussi interprétation, voire adaptation. C'est à tout le moins ce que laisse à penser l'aveu que fait Jean Juvénal quelques années plus tard, en 1452, dans *Verba mea* à propos de la Pragmatique: *la valoit mieulx muer [...] et changer [...] que d'en user comme on fait, car la forme d'en user comme on fait estoit inciville et desraisonnable*²²⁴. La voie était ainsi ouverte à un souverain toujours mieux qualifié et plus apte à revoir, sous prétexte de les amender, des textes aussi fondamentaux que les décisions des conciles ou ceux qui avaient pu être conclus au terme de longues négociations avec le Saint-Siège. Il y a plus encore dans cette évolution. Au cœur de la réforme de l'État, le souverain se voit souvent invité à intervenir, par le biais de sa loi, pour faire avancer aussi celle de l'Église de France et régler les problèmes qui l'opposent au pouvoir temporel. La question de la juridiction ecclésiastique vient-elle à être débattue? Alors, qu'on fasse *renouveler les ordonnances royaulx qui ont esté faictes ou temps passé par le*

²²² Sur tous ces points, *Nescio*, I, p. 536–551.

²²³ *Ibid.*, p. 536 et 539, art. 16.

²²⁴ *Verba mea*, II, p. 292–292.

*roy saint Louis et depuis et que on les gardast bien. Et toujours à propos des mêmes problèmes, les ordonnances royaulx des prédécesseurs du roy en font mention, mais en vérité je croy qu'il seroit expédient de une fois en faire une déclaration. Quant à la prinse des clerks, sera bien fait de en faire une decision [...] et si sembleroit que le roy le devoit faire et ordonner*²²⁵. Voici donc un roi placé au cœur de la réforme des rapports qui agitent la monarchie et l'Église de France.

Il l'est plus encore aussi souvent que sont en jeu les affaires de l'État. Toute entreprise de réforme doit alors passer par la restauration de la législation de ses prédécesseurs ou celle, toute nouvelle, qu'il est en permanence invité à édicter en vue d'accélérer la mise en place d'un ordre juridique contrôlé par lui et chaque jour plus unitaire. Les exemples déjà cités à propos de l'Église sont particulièrement évocateurs. D'autres, qui vont dans le même sens et en des domaines bien différents, ne manquent pas. Revenir à une législation qui a fait ses preuves et la remettre au goût du jour en l'amendant, voilà bien ce qu'a été l'esprit premier de réforme. Il ne vise rien d'autre qu'à replacer au sommet de l'ordre juridique des normes royales désuètes, mais auxquelles il convient de redonner vigueur. *La chose mise à l'estat ancien*²²⁶, une législation nouvelle pourra alors être édictée si elle apparaît nécessaire. Il y avait là procédure courante et vérifiable dans tous les secteurs. Pour combattre le refus des maîtres des requêtes de résider à Paris, *y a certaines ordonnances, que on les garde*²²⁷. Il en va de même pour un meilleur fonctionnement du Parlement où il n'est besoin que de *faire garder les anciennes ordonnances*²²⁸. Les choses ne paraissent pas poser davantage de problèmes pour le *salaire et gouvernement* des huissiers et sergents: *les ordonnances anciennes en font mention [...] ce sera bien fait de les renouveler et garder*²²⁹. Bien souvent, modifications et compléments sont apportés à ce fond normatif ancien. Voici le statut des généraux sur le fait des aides en question. La réponse ne se fait pas attendre puisque *on y devoit adviser et veoir les ordonnances sur le fait des aides, se il fa-loit riens adjouster ou diminuer, que on le feist*²³⁰. Et voilà les gages des maréchaux et connétables qui viennent à discussion. Une fois encore, le problème doit pouvoir trouver solution en conciliant ancienne et nouvelle législation: *il fault quérir les choses anciennes de la Chambre des comptes [...] et sur ce faire ordonnances, car ce que on gardoit ou temps passé est mis en oubly*²³¹. Enfin, alors que l'existence même de la juridiction des eaux et forêts

²²⁵ Sur tous ces points, *Nescio*, I, p. 538–539, art. 9, 12 et 10.

²²⁶ *Ibid.*, p. 550, art. 59.

²²⁷ *Ibid.*, p. 543, art. 31.

²²⁸ *Ibid.*, p. 540, art. 19.

²²⁹ *Ibid.*, p. 546, art. 42.

²³⁰ *Ibid.*, p. 543, art. 33.

²³¹ *Ibid.*, p. 550, art. 56.

pose problème, il *semble estre expédient que on refreschisse les deux articles qui sont contenus es ordonnances royaulx*²³². Il n'en va pas toujours ainsi. Il arrive souvent alors que Jean Juvénal suggère au prince de reprendre totalement le système existant et d'édicter une législation entièrement nouvelle. Fortement critique à l'égard de l'administration des baillis et sénéchaux, il pense qu'il *seroit bon que le roy deppointast tout*²³³. Dans de telles situations, le souverain est en permanence invité à *faire et ordonner*²³⁴, à *faire une déclaration*²³⁵ ou à aviser en son conseil²³⁶.

C'est alors pour intervenir en des domaines essentiels. Ceux qui constituent les fondements d'un État dont le roi doit avoir la pleine maîtrise. Sans doute n'a-t-on pas accordé assez d'importance à ce projet d'ordonnance de Jean Juvénal, tant il s'efforce d'y dessiner l'image d'un roi maître de son droit, de sa monnaie, de ses poids et mesures aussi. Parfait précurseur de plusieurs dispositions de l'ordonnance de Montils-les-Tours sur la justice, il l'est plus encore pour celle qui touche directement à l'ordre juridique: la mise par écrit des coutumes dont il souhaite que le souverain ait la plus large maîtrise possible. Comment pourrait-on en douter à lire la disposition selon laquelle *seroit expédient que on réformast toutes les cours de ce royaume, et mesmement des baillis, tant en usages, stilles que coutumes*²³⁷ et à la comparer à la disposition de l'article 125 de l'ordonnance de Montils-les-Tours qui décide la rédaction des coutumes: *ordonnons [...] que les coutumes, usages et stiles de tous les pays de nostre royaume soyent rédigez et mis en escrit, accordez par les coutumiers, praticiens et gens de chascun desdiz pays de nostre royaume*²³⁸. Mieux encore, en un temps où la position du pouvoir central demeure des plus timides face au droit privé et en particulier celui des personnes, ne voit-on pas Jean Juvénal inciter le souverain à intervenir directement en matière de mariage et de mainmorte? Et de lui suggérer alors, pour attirer de nouvelles populations dans le pays, d'ordonner que *tous ceulx et toutes celles qui voudroient venir en son royaume se peussent marier franchement et tester et ordonner de leurs biens en testament et aultrement*²³⁹.

À de telles dispositions était assignée la mission de faire savoir que le souverain avait vocation à devenir le maître du droit, comme il devait l'être aussi de la monnaie, véritable expression, au même titre que la loi, de la souveraineté retrouvée. Une nouvelle fois, l'appel lancé en ce sens est dépourvu de toute

²³² Ibid., p. 545, art. 38.

²³³ Ibid., p. 543, art. 35.

²³⁴ Ibid., p. 538, art. 10.

²³⁵ Ibid., p. 539, art. 12.

²³⁶ Ibid., p. 539, art. 14.

²³⁷ Ibid., p. 544, art. 36.

²³⁸ JOURDAN, DECRUSY, ISAMBERT, Recueil des anciennes lois françaises depuis l'an 1420 jusqu'à la révolution de 1789, Paris 1821-1833, IX, p. 252-253.

²³⁹ *Nescio*, p. 545, art. 41.

ambiguïté: *au regard des finances seroit expédient que le roy feist monnoie forte, comme ses prédécesseurs [...] et que on se osast prendre aultre monnoye que celle du roy, et que se estranger ou autre du royaume aporloit aultre monnoye en ce royaume et il ne la portoit en la monnoye, que tout fut confisqué*²⁴⁰. Réaffirmation de principes fort anciennement énoncés, dont certains l'étaient depuis les grandes ordonnances monétaires de saint Louis²⁴¹, mais si clairement et si fortement exprimés qu'ils témoignent de la ferme détermination de Jean Juvénal de fixer définitivement le principe qui veut que la monnaie soit la chose exclusive du prince. Pareille disposition serait-elle insuffisante, alors les deux grands princes toujours menaçants pour le roi sont sérieusement mis en garde. *On feist déffense aux ducs de Bourgogne et de Brethaigne que ilz ne feissent aultre monnoye que ilz doivent faire, et doit on advertir que ilz doivent faire si forte monnoye qu'elles se puissent billonner aux monnaies du roy*²⁴². Imposer progressivement l'unité monétaire au royaume ne saurait être qu'une étape pour un roi qui a vocation à concentrer entre ses mains l'ensemble des attributs de la souveraineté. Il fallait encore *que on ordonnast que en tout ce royaume n'eust que une aulne, et mesure, et livre ou poix [...] Et que partout on ensuivist la ville de Paris qui est le capital*²⁴³. Vouloir unifier tous les poids et mesures à partir des pratiques parisiennes, n'était-ce pas tout à la fois affirmer la toute puissance du prince en la matière et confirmer le rôle éminent de la capitale comme siège du pouvoir et centre de décision?

Législation, monnaie, poids et mesures, toutes les universités aussi qu'il *seroit expédient que le roy advisast de réformer*²⁴⁴, doivent inexorablement passer sous contrôle exclusif du prince. N'était-ce pas clairement annoncer le projet que quelques décennies plus tard Philippe de Commynes a prêté à Louis XI d'unifier l'ensemble des coutumes du royaume²⁴⁵ et le vœu que formeront en permanence tous les théoriciens de l'absolutisme de voir le royaume de France régi par une même loi, dans lequel circule une même monnaie et dont tous les ressortissants utilisent mêmes poids et mêmes mesures²⁴⁶? Mainmise progressive sur l'ordre juridique – même s'il est encore trop tôt, tant s'en faut, pour parler de légicentrisme –, monopole de la monnaie, contrôle des poids et mesures, mise en tutelle du savoir, voilà bien réunis tous les ferments d'un absolutisme naissant.

²⁴⁰ Ibid., p. 550, art. 57.

²⁴¹ Sur l'importante législation de saint Louis en la matière, Étienne FOURNIAL, *Histoire monétaire de l'Occident médiéval*, Paris 1970, p. 82–87.

²⁴² *Nescio*, I, p. 550, art. 58.

²⁴³ Ibid., p. 546, art. 45.

²⁴⁴ Ibid., p. 548, art. 50.

²⁴⁵ René GANDILHON, L'unification des coutumes sous Louis XI, dans: *Revue historique* 194 (1944), p. 317–324.

²⁴⁶ Sur cette question, Joseph VAN KAN, *Les efforts de codification en France. Étude historique et psychologique*, Paris 1929.

C'est à peine si Jean Juvénal réussit à concevoir un système pratique d'exercice modéré de la puissance qu'il souhaite voir se mettre en place. Si le modèle politique qu'il appelle de ses vœux – un roi puissant en permanence éclairé par un conseil vigilant et encadré par des états régulièrement convoqués – semble bien construit dans son esprit, il n'en va pas de même lorsqu'il scrute son fonctionnement quotidien. Trop d'abus, trop de tyrannie et trop d'insuffisances tant de la part du souverain que de ses agents font que les rouages de cette mécanique politique se grippent rapidement. Alors, la seule voie pour retrouver le droit chemin est celle de la réforme. Perverse elle aussi, elle remet constamment en selle un souverain toujours épris de plus de puissance.

*

Dans le contexte de la première moitié du XV^e siècle, cette puissance avait des limites. Jean Juvénal les connaît bien. Pris comme en étau entre un prince dont il sait les insuffisances et une royauté qu'il veut forte, il choisit de dénoncer sans ménagement les excès du système dont le souverain est le chef pour préserver l'institution qu'incarne le roi. Là est le jeu subtil qu'il conduit et qui le contraint à cheminer constamment sur un sentier de crête, pris entre les écueils d'une condamnation sans appel des hommes du prince et sa ferme volonté de sauvegarder une monarchie forte.

Partir d'un constat exigeant s'imposait pour dénoncer tous les abus d'un système parfois proche de l'oppression et de la tyrannie. L'archevêque de Beauvais ne s'y dérobe jamais et condamne, avec autant de force que de conviction, les exactions fiscales permanentes, les manquements criants au devoir de justice et les refus répétés d'entendre la voix des états. Tant de déviations existaient. Les reconnaître et les révéler au grand jour devenait nécessité pour qu'elles fussent éradiquées. Toute l'habileté de Jean Juvénal est alors de plaider qu'elles ne sont point le fait direct du souverain. Clef de voûte d'un vaste édifice encore fragile, il ne saurait en contrôler tous les rouages. Or, ce sont ces rouages – conseillers, juges et administrateurs – qui sont trop souvent défailants sans que le prince puisse vraiment intervenir, les sanctionner et les remettre dans le droit chemin. C'est donc le corps qui est malade et non la tête qu'il faut préserver à tout prix. Ce corps de serviteurs fait bloc au sein d'une machine politique qui tend souvent à la perversion et que Jean Juvénal aurait sûrement qualifiée de système absolutiste – entendu dans son plus mauvais sens – si le terme avait existé.

Aux yeux de l'opinion néanmoins, c'est plus souvent le roi que le système qu'il incarne qui est mis en cause. Un roi, au départ défait et fragile, qu'il faut à tout prix sauver tant les Français sont désormais viscéralement attachés à l'institution qu'il incarne : la monarchie. Tout l'art de Jean Juvénal est de proposer, à travers les critiques qu'il formule – même si elles atteignent parfois directement le souverain – une vision rénovée du pouvoir, de son contenu et

de son exercice. Tous les arguments qu'il avance, sous couleur de la nécessité de faire bloc derrière le souverain et de le soutenir sans réserve en raison des circonstances de guerre, vont toujours dans le même sens. Elles n'ont d'autre visée que de renforcer la position du roi souverain en réunissant en sa personne l'essentiel des *regalia*: juger, faire loi et battre monnaie. Une concentration qui tend incontestablement vers une manière d'absolutisme, si on n'entend par là qu'une forme de régime politique dans lequel tous les pouvoirs sont aux mains d'un seul.

À en rester là, on pourrait affirmer sans la moindre hésitation que Jean Juvénal est un authentique précurseur de l'absolutisme. Dans la pratique, les choses ne sont pas aussi simples. À côté de l'absolutisme de l'esprit – celui d'une concentration pensée des pouvoirs en de mêmes mains – il y a l'absolutisme vécu, celui qui pourrait s'exercer au quotidien si une main unique en pouvait avoir la maîtrise. La question a été posée de savoir si une telle modalité d'exercice du pouvoir avait jamais existé. La réponse, en permanence en attente, ne saurait être discutée dans l'esprit de l'archevêque de Reims. Temps, hommes et lieux du royaume de France qu'il connaît si bien lui interdisaient pareille affirmation. Un roi maître de sa législation, de sa justice et de sa monnaie, oui. Mais alors, un roi attentif aux commandements de Dieu, aux conseils de son entourage, source de toute loi mais soumis à elle, clément dans sa justice et contraint de faire bon usage de la monnaie qu'il frappe, voilà bien le roi dont Jean Juvénal dessine le portrait. Celui d'un roi fait de tous les pouvoirs, mais condamné à en user dans le respect des commandements, la concertation et le partage. Farouche partisan d'un absolutisme de l'esprit et théoricien éclairé de sa mise en œuvre raisonnée, Jean Juvénal fait figure de maître à penser de tous ceux qui, après lui, en ont jeté les bases.

Et Claude Seyssel n'est-il pas un de ses premiers héritiers quand il écrit: *Et néanmoins, demeure toujours la dignité et autorité royale en son entier, non pas totalement absolue, ni aussi restreinte par trop, mais réglée et réfrénée par bonnes lois, ordonnances et coutumes, lesquelles sont établies de telle sorte qu'à peine se peuvent rompre et annihiler*²⁴⁷?

²⁴⁷ Claude SEYSSSEL, *La monarchie de France et deux autres fragments politiques*. Première partie, section II, chap. VIII, éd. par Jacques POUJOL, Paris 1961, p. 115.

Deutsche Zusammenfassung

Der Beitrag fragt am Beispiel der Texte des Jean Juvénal des Ursins (1388–1473) nach dem Gebrauch »absolutistischer« Formeln und Argumente im Frankreich des 15. Jahrhunderts. Er weist nach, daß dieser Autor, Doktor beider Rechte, Bischof und enger Berater Karls VII., in seinen Aussagen über die königliche Gewalt ganz unverkennbar »absolutistische« Argumente verwendet. Wenn es darum geht, die Rechte des französischen Königs als Gesetzgeber oder als oberster Richter zu verdeutlichen, läßt Juvénal des Ursins keinen Zweifel an dessen absoluter Gewalt.

Die weitgehende Unbegrenztheit dieser Gewalt verpflichtet den König Juvénal des Ursins zufolge freilich auch, sich ihrer mit größter Mäßigung und Zurückhaltung zu bedienen. Der Absolutheitsanspruch des Königs steht in seinen Augen also nicht im Widerspruch zum Ideal eines Königs, der sich von den Weisungen Gottes leiten läßt, auf seine Ratgeber hört, als Gerichtsherr Milde walten läßt und sein politisches Handeln am Gemeinwohl ausrichtet.